

Bulletin du Conseil communal

N° 3



Lausanne

Séance du 22 septembre 2015 – Première partie



Bulletin du Conseil communal de Lausanne

Séance du 22 septembre 2015

3^e séance publique à l'Hôtel de Ville, le 22 septembre 2015, à 18 h et à 20 h 30

Sous la présidence de M. Yvan Salzmann, président

Sommaire

Ordre du jour263

Première partie.....270

Prestation de serment de M. François Huguenet (Les Verts) remplaçant M. Yves Ferrari (Les Verts), démissionnaire270

Communications

Absence de M. Olivier Français, municipal, à la séance du 22 septembre 2015270

Courriel de M^{me} Evelyne Knecht, démission de la Commission permanente des pétitions 271

Communication – Dépôt

Pétition de M. Stéphane Tercier - Habitants du Mont d'Or (98 signatures) : « Sécurité et qualité de vie dans le quartier de l'avenue du Mont-d'Or ».....271

Communications

Demandes d'urgence de la Municipalité concernant les Préavis N^{os} 2015/17, 2015/22, 2015/27, 2015/39, 2015/32, 2015/40 et les Rapports-préavis N^{os} 2015/38 et 2015/06.....272

Commission permanente des finances. Organisation du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 Modifications273

Réponse de la Municipalité à la résolution du Conseil communal suite à l'interpellation de M. Claude-Alain Voiblet du 7 novembre 2014 : « La décision du Tribunal cantonal crée une brèche dans le dispositif de sécurité des nuits lausannoises »274

Réponse de la Municipalité à la résolution du Conseil communal suite à l'interpellation de M. Jacques Pernet et consorts : « Brochure intitulée 'Lausanne, guide de la ville 2008-2009', publiée par inEDIT »276

Réponse de la Municipalité à la résolution de M. Vincent Rossi du 20 janvier 2009 adoptée par le Conseil communal suite à la réponse à l'interpellation de M. Rossi intitulée : « Faciliter les pétitions à Lausanne »277

Réponse de la Municipalité à la résolution du Conseil communal suite à l'interpellation de M^{me} Françoise Longchamp et consorts : « Une alerte centenaire bientôt fêtée : comment la Commune entend-elle s'associer à l'évènement ? ».....278

Réponse de la Municipalité à la résolution de M. Philippe Ducommun du 16 avril 2013 adoptée par le Conseil communal suite à la réponse à l'interpellation de M. Ducommun : « Un havre de paix coupé du monde »279

Communications – Dépôts

Postulat de M^{me} Sophie Michaud Gigon et consorts : « Agir sur l'environnement construit pour la santé de toutes et tous ».....280

Interpellation de M. Jean-François Cachin : « Une collaboration avec Epalinges concernant leur nouvelle déchetterie est-elle envisageable ? ».....280

Interpellation de M. Mathieu Blanc et consorts : « Entretien des infrastructures sportives, notamment des terrains du Lausanne Sports : comment se coordonnent les clubs, le Service des sports et le service 'Parcs et domaines' ? »280

Interpellation urgente de M ^{me} Florence Bettschart-Narbel et consorts : « Ecole de l'Eglantine : Pour une consultation effective des utilisateurs des lieux »	280
Interpellation urgente de M. Vincent Rossi et consorts : « Osera-t-on la modération du trafic pour sécuriser l'avenue d'Echallens sur le parcours du LEB ? »	280
Election complémentaire d'un membre à la Commission permanente de gestion en remplacement de M. Raphaël Abbet (UDC), démissionnaire	281
Questions orales.....	281
Interpellation urgente de M. Guy Gaudard : « Le bureau des objets trouvés est-il une tâche publique ? »	
Développement photocopié.....	285
Discussion	286
Réponse de la Municipalité.....	286
Interpellation de MM. Pierre-Antoine Hildbrand et Mathieu Blanc et consorts : « RIE III : Lausanne compte-t-elle comme le Canton et assume-t-elle sa part de l'effort ? »	
Développement photocopié.....	294
Discussion	294
Réponse de la Municipalité.....	294

Ordre du jour

A. OPERATIONS PRELIMINAIRES

1. Prestation de serment de M. François Huguenet (Les Verts) remplaçant M. Yves Ferrari (Les Verts), démissionnaire.
2. Communications.
3. Election complémentaire d'un membre à la Commission permanente de gestion en remplacement de M. Raphaël Abbet (UDC), démissionnaire.

B. QUESTIONS ORALES

C. RAPPORTS

- R84. Postulat de M. Vincent Rossi : « Déchets compostables : sortir du borbier ». (TRX). JEAN-PASCAL GENDRE.
- R88. Rapport-préavis N° 2014/76 : Réponse au postulat de M. Jean-François Cachin et consorts « Centre du village de Vers-chez-les-Blanc. Modification de la zone de restructuration ». Réponse à la pétition de M. Dominique Gabella « Pétition au Conseil communal de Lausanne des propriétaires et habitants de la zone foraine des Râpes (Vers-chez-les-Blanc–Montblesson–Chalet-à-Gobet) ». (TRX). ANDRE GEBHARDT.
- R93. Postulat de M. David Payot : « Adaptation des loyers aux taux hypothécaires : et si Lausanne montrait l'exemple ? » (LSP). FLORENCE BETTSCHART-NARBEL.
- R94. Rapport-préavis N° 2014/29 : Réponse au postulat de M. Pierre-Antoine Hildbrand : « La Carte et le territoire urbain, pour plus d'efficacité et de transparence face aux délits ». (LSP). FLORENCE BETTSCHART-NARBEL.
- R95. Rapport-préavis N° 2014/43 : Réponse au postulat de M^{me} Sophie Michaud Gigon et consorts : « Qualité de vie en ville : pour une vraie place des Bergières ». Réponse à la pétition au Conseil communal de M. Luigi Maistrello et consorts : « Pour le maintien de l'unité architecturale d'ensemble du quartier des Bergières à Lausanne ». (TRX). PIERRE-ANTOINE HILDBRAND.
- R96. Motion de M. Claude-Alain Voiblet et consorts : « Habitat au cœur de la ville, Lausanne doit faire mieux ! » (TRX, LSP). YVAN SALZMANN.
- R97. Postulat de M. Mathieu Blanc et consorts : « Des mini-caméras pour les policiers lausannois ! » (LSP). DENIS CORBOZ.
- R98. Pétition du PDC Lausanne et consorts : « Stop à la pénurie de places de crèches à Lausanne ! » (EJCS). COMMISSION DES PETITIONS (ANNA ZÜRCHER).
- R106. Motion de M^{me} Natacha Litzistorf : « Pour que Lausanne brigue la distinction Fair Trade Town ». (AGC, FIPAV). PHILIPP STAUBER.
- R109. Rapport-préavis N° 2014/77 : Réponse au postulat de M. Julien Sansonnens « Antennes de téléphonie mobile : le principe de précaution doit s'appliquer ». (TRX). CHARLES-DENIS PERRIN.
- R110. Rapport-préavis N° 2014/83 : Politique de sécurité publique. Réponses à neuf initiatives (Fabrice Ghelfi ; Natacha Litzistorf Spina ; Pierre Oberson ; Jean-Luc Laurent ; Mathieu Blanc ; Rebecca Ruiz ; Nkiko Nsengimana) et cinq pétitions (habitants et commerçants du quartier Maupas–Chauderon ; habitants et usagers du quartier de St-Roch ; Éric Oberti ; UDC section Lausanne ; Andreia Barata). (LSP, AGC, SIPP, TRX, EJCS, FIPAV, SiL). BENOIT GAILLARD.
- R1. Postulat de M. Yves Ferrari et consorts : « LAT : penser globalement, agir localement ». (TRX, LSP). THERESE DE MEURON.

- R2. Postulat de M. Laurent Rebeaud et consorts demandant une étude sur la faisabilité et l'opportunité d'une fédération de communes dans le périmètre de l'Agglomération Lausanne-Morges. (AGC). COMMISSION DE POLITIQUE REGIONALE (ANNE-FRANÇOISE DECOLLOGNY, PRESIDENTE).
- R3. Postulat de M. Yves Ferrari : « Entre production et consommation : les SiL. Un pas vers la société à 2000 W ». (SiL). JEAN MEYLAN.
- R4. Postulat de M^{me} Anne-Françoise Decollogny : « Lausanne amie des enfants à Beaulieu ». (LSP, EJCS, TRX, FIPAV). JEAN-DANIEL HENCHOZ.
- R5a. Postulat de M. Guy Gaudard : « Pour un usage payant de certains W.-C. publics ». (TRX).
- R5b. Postulat de M. Laurent Rebeaud et consorts demandant une étude sur la possibilité de réduire de nombre de W.-C. publics à Lausanne en faisant appel à un partenariat avec les restaurateurs et les commerçants prêts à mettre leurs W.-C. à la disposition du public. (TRX). MARIA VELASCO.
- R6. Postulat de M. Henri Klunge et consorts : « Une solution à l'inquiétude des travailleuses du sexe ». (LSP). BERTRAND PICARD.
- R7. Rapport-préavis N° 2015/26 : « Achats de matériel informatique : quelles procédures, pour quels utilisateurs et pour répondre comment à quels besoins ? ». Réponse au postulat de la Commission des finances. (AGC). COMMISSION DES FINANCES (GEORGES-ANDRE CLERC, PRESIDENT).
- R8. Rapport-préavis N° 2015/29 : Réponse au postulat de M. Jean-Luc Laurent « Les cadres lausannois à Lausanne et environs ». (AGC). BERTRAND PICARD.
- R9. Rapport-préavis N° 2015/30 : Réponse au postulat de M. Pierre-Antoine Hildbrand « Neutralité du réseau internet lausannois ». (SiL). EDDY ANSERMET.
- R10. Préavis N° 2015/41 : Demande de crédit complémentaire pour les crédits de rénovation et d'extension du réseau de distribution d'eau potable relatifs à l'exercice 2012. (TRX). COMMISSION DES FINANCES (GEORGES-ANDRE CLERC, PRESIDENT).
- R11. Rapport-préavis N° 2014/75 : Réponse au postulat de M. Hadrien Buclin « Pour une information officielle à tous les habitants de la commune de Lausanne concernant leurs droits de locataires ». (LSP). DENIS CORBOZ.
- R12. Rapport-préavis N° 2015/3 : La politique familiale conduite par la Ville de Lausanne. Réponse au postulat de M. Axel Marion. (EJCS). FLORENCE BETTSCHART-NARBEL.
- R13. Rapport-préavis N° 2015/6 : Plan partiel d'affectation Parc éolien « EolJorat » secteur sud. Zone spéciale selon l'article 50a, lettre b LATC et zone agricole selon l'article 52 LATC. Abrogation partielle du plan d'extension N° 600 du 28 novembre 1980. Études d'impact sur l'environnement. Constitution de droits distincts et permanents de superficie conditionnels. Réponse au postulat de M. Charles-Denis Perrin. (TRX, SiL, FIPAV, LSP). DANIEL DUBAS.
- R14. Postulat de M. Pierre-Antoine Hildbrand et consorts : « Pour l'étude d'une ouverture des bibliothèques le dimanche ». (LSP). ALBERT GRAF.
- R18. Préavis N° 2015/32 : Qualité de vie dans les parcs lausannois. (FIPAV, TRX, LSP). CLAUDE BONNARD.
- R21. Postulat de M. Valéry Beaud et consorts : « Pour un prolongement de la ligne de tram t1 vers Bellevaux ». (TRX). COMMISSION DE POLITIQUE REGIONALE (GILLES MEYSTRE).

- R22. Rapport-préavis N° 2015/36 : Pour un centre « Contact Énergies » mobile. Réponse au postulat de M. Philippe Jacquat. (SiL). PHILIPPE MIVELAZ.
- R23. Préavis N° 2015/40 : Plan de quartier « En Contigny » concernant les terrains compris entre l'avenue de Montoie, l'avenue de Cour, le chemin de Contigny et le chemin du Grillon. Convention liée aux aspects acoustiques du bâtiment H. Constitution d'une servitude sur la parcelle N° 4701. Abrogation du plan de quartier N° 448 du 8 octobre 1963. (TRX). ALAIN HUBLER.

D. DROITS DES CONSEILLERS COMMUNAUX

INITIATIVE

- INI1. Postulat de M. Giampiero Trezzini et consorts : « Et si on changeait de paradigme dans le domaine de l'électricité domestique ? » (1^{re}/25.8.15). DISCUSSION PREALABLE.

INTERPELLATIONS

- INT14. Interpellation urgente de M. Guy Gaudard et consorts : « Le bureau des objets trouvés est-il une tâche publique ? » (2^e/8.9.15). DEVELOPPEMENT ET REPONSE MUNICIPALE.
- INT15. Interpellation urgente de M. Pierre-Antoine Hildbrand et consorts : « RIE III : Lausanne compte-t-elle comme le Canton et assume-t-elle sa part de l'effort ? » (2^e/8.9.15). DEVELOPPEMENT ET REPONSE MUNICIPALE.
- INT57. Interpellation de M^{me} Gaëlle Lapique et consorts : « Confort et sécurité des piétons-pendulaires à la place de la gare ». (17^e/31.3.15) [TRX/30.4.15]. DISCUSSION.
- INT58. Interpellation de M^{me} Myrèle Knecht : « La Fondation City Management est-elle vraiment efficace dans sa forme, ses statuts et son fonctionnement actuels pour faire face aux problèmes du petit commerce indépendant (commerce de détail, commerce particulier ou artisanat) et de sa place dans la ville de Lausanne, tel qu'il se pose actuellement ? » (11^e/20.1.15) [AGC, LSP/21.5.15]. DISCUSSION.
- INT2. Interpellation de M. Vincent Rossi : « Comment va la maison de paille ? » (14^e/17.2.15) [FIPAV, TRX/11.6.15]. DISCUSSION.
- INT3. Interpellation de M. Vincent Rossi : « Le dégel de la géothermie à Lavey ? » (15^e/3.3.15) [SiL/23.4.15]. DISCUSSION.
- INT4. Interpellation de M. Vincent Rossi : « De l'énergie pour la biométhanisation lausannoise ». (16^e/17.3.15) [SiL/16.7.15]. DISCUSSION.
- INT6. Interpellation de M^{me} Sophie Michaud Gigon : « Pollution de l'air : quelles mesures pour la santé des Lausannoises et Lausannois ? » (18^e/21.4.15) [TRX/28.5.15]. DISCUSSION.
- INT7. Interpellation de M. Philipp Stauber : « Esquisse d'un plan B pour les matchs du Lausanne-Sport en *Challenge League* ». (18^e/21.4.15) [SIPP/18.6.15]. DISCUSSION.
- INT9. Interpellation de M. Valentin Christe : « Politique d'asile, quelle évolution ces dix dernières années ? » (21^e/19.5.15) [SIPP, EJCS/2.7.15]. DISCUSSION.
- INT10. Interpellation de M. Pierre Oberson : « Évolution des statistiques concernant l'hébergement d'urgence de nuit, dès 2011, dans toutes les structures mises à disposition par la Ville de Lausanne ». (21^e/19.5.15) [EJCS/2.7.15]. DISCUSSION.
- INT11. Interpellation de M. Claude-Alain Voiblet : « Aide sociale ou assurance chômage : abus et récupération des prestations perçues indûment ! » (23^e/16.6.15) [EJCS/13.8.15]. DISCUSSION.

- INT16. Interpellation de M. Jean-Luc Chollet : « Un pas en avant, deux pas en arrière ; le besoin de sécurité concerne également la police lausannoise ». (11^e/20.1.15) [LSP/28.8.15]. DISCUSSION.
- INT17. Interpellation de M^{me} Sophie Michaud Gigon : « L'Orangerie peut-elle être aussi accessible aux Lausannois-e-s ? » (15^e/3.3.15) [AGC, LSP/13.5.15]. DISCUSSION.
- INT18. Interpellation de M. Philipp Stauber : « L'affectation du site de Tuilière-Sud à la construction du nouveau stade de football prive-t-elle la Ville de CHF 100 millions de rentrées en droits de superficie ? » (18^e/21.4.15) [TRX/28.8.15]. DISCUSSION.

Prochaines séances : 6.10 (18 h et 20 h 30), 27.10 (18 h et 20 h 30), 10.11 (18 h et 20 h 30), 24.11 (18 h et 20 h 30), 8.12 (18 h et 20 h 30) et 9.12 (19 h 30), 5.1 (18 h et 20 h 30), 19.1 (18 h et 20 h 30), 2.2 (18 h et 20 h 30), 16.2 (18 h et 20 h 30), 1.3 (18 h et 20 h 30), 15.3 (18 h et 20 h 30), 12.4 (18 h et 20 h 30), 26.4 (18 h et 20 h 30), 10.5 (18 h et 20 h 30), 24.5 (18 h et 20 h 30), 7.6 (18 h et 20 h 30), 14.6 (18 h et 20 h 30), 15.6 (19 h 30), 28.6 (17 h – assermentation), 23.8 (de 18 h à 20 h), 6.9 (18 h et 20 h 30), 20.9 (18 h et 20 h 30), 4.10 (18 h et 20 h 30), 1.11 (18 h et 20 h 30), 15.11 (18 h et 20 h 30), 22.11 (18 h et 20 h 30), 6.12 (18 h et 20 h 30), 7.12 (19 h 30), 13.12 (18 h et 20 h 30) : *en réserve*.

Au nom du Bureau du Conseil :

Le président : *Yvan Salzmann*

Le secrétaire : *Frédéric Tétaz*

POUR MÉMOIRE

I. RAPPORTS (EN ATTENTE DE LA FIN DES TRAVAUX DE LA COMMISSION)

- 26.2.13 Projet de règlement de M^{me} Thérèse de Meuron : « Projet de révision totale du Règlement du Conseil communal du 12 novembre 1985 ». (AGC). PIERRE-ANTOINE HILDBRAND.
- 9.12.14 Préavis N° 2014/67 : Métamorphose. Dissolution du groupe consultatif et de suivi du projet Métamorphose (GCAS) et création d'un groupe de concertation. (SiL, TRX). DAVID PAYOT.
- 9.12.14 Préavis N° 2014/71 : Plan partiel d'affectation « Cour Camarès ». Modification partielle des plans d'extension N° 576 du 11 juin 1976 et N° 597 du 28 novembre 1980. Acte de vente-emption et servitude pour le couloir à faune. Convention avec les promoteurs pour l'équipement des terrains. Étude de l'impact sur l'environnement. (TRX). COMMISSION DE POLITIQUE REGIONALE (VALERY BEAUD, VICE-PRESIDENT).
- 9.12.14 Rapport-préavis N° 2014/72 : Intentions municipales en matière de politique régionale. Réponse à deux motions (Fabrice Ghelfi ; Axel Marion). (AGC, TRX). COMMISSION DE POLITIQUE REGIONALE (ANNE-FRANÇOISE DECOLLOGNY, PRESIDENTE).
- 9.12.14 Postulat de M^{me} Maria Velasco : « Pour une place Centrale conviviale et accueillante ». (TRX). NICOLE GRABER.
- 17.2.15 Postulat de M. Pierre-Antoine Hildbrand et consorts : « Pour la désignation d'une ou d'un délégué aux données informatiques » ; postulat de M. Pierre-Antoine Hildbrand et consorts : « Pour un accès libre aux données informatiques publiques ». (AGC). ALAIN HUBLER.

- 17.2.15 Postulat de M. Yves Adam : « Culture-passions ». Postulat de M. Philippe Clivaz : « Valorisation, signalisation, communication : Lausanne pôle culturel ». Postulat de M. Denis Corboz : « Musée de l'Art Brut ». Postulat de M. Denis Corboz : « Accès et médiation culturelle ». Postulat de M^{me} Sarah Neumann et consorts : « Des mesures ciblées pour les retraites artistiques ». Postulat de M^{me} Sarah Neumann : « Une étude sur les publics de la culture » (AGC). Postulat de M. Yvan Salzmann pour une pérennisation des ateliers d'artistes lausannois. (AGC, LSP). Rapport-préavis N° 2015/1 : Politique culturelle de la Ville de Lausanne. Réponses à onze initiatives (Grégoire Junod ; Gilles Meystre ; Claire Attinger ; Françoise Longchamp ; Évelyne Knecht ; Rebecca Ruiz ; Myriam Tétaz ; Philippe Clivaz ; Pierre-Antoine Hildbrand), deux interpellations (Françoise Longchamp ; Yves Adam) et une pétition (POP Jeunesses popistes). (AGC, EJCS). PIERRE-ANTOINE HILDBRAND.
- 17.2.15 Rapport-préavis N° 2015/4 : Réponse au postulat de M. Hadrien Buclin « Pour un contrôle plus systématique des loyers par la Ville ». (LSP). ANDRE MACH.
- 17.2.15 Postulat de M. Giampiero Trezzini et consorts : « Pour une meilleure exploitation du potentiel agricole lausannois ». (FIPAV). VALERY BEAUD.
- 21.4.15 Rapport-préavis N° 2015/20 : Métamorphose. Réponse au postulat de M^{me} Natacha Litzistorf « Métamorphose, vers une nouvelle gouvernance ». (TRX, AGC, FIPAV, SIPP, LSP). ALAIN HUBLER.
- 19.5.15 Postulat de M^{me} Thérèse de Meuron visant à proposer des économies à la Municipalité. (EJCS, FIPAV). VALENTIN CHRISTE.
- 19.5.15 Préavis N° 2015/28 : Immeuble de la route de Berne 7 à Lausanne. Cession du bâtiment et octroi d'un droit distinct et permanent de superficie à la Société Coopérative d'Habitation Lausanne (SCHL). (LSP). ALAIN HUBLER.
- 19.5.15 Postulat de M. Hadrien Buclin : « Pour une entreprise communale de construction et de rénovation des bâtiments ». (LSP). JEAN-LUC CHOLLET.
- 19.5.15 Motion de M. Philipp Stauber et consorts : « Pour un remplacement partiel des annuités automatiques des employés communaux par des augmentations au mérite, dans un premier temps pour les revenus AVS supérieurs à 84'600 francs (revenu AVS maximum déterminant au 1^{er} janvier 2015) ». (AGC). CAROLINE ALVAREZ HENRY.
- 19.5.15 Rapport-préavis N° 2015/31 : Réponse de la Municipalité à la motion Jean-François Cachin et consorts intitulée « Inégalités de traitement. Règlement pour la Municipalité de Lausanne. Modification de l'art. 32 Traitement et restitution des indemnités ». (AGC). ROLAND OSTERMANN.
- 2.6.15 Préavis N° 2015/33 : Vente de 146 m² de la parcelle 18812, sise route de Prilly, à la société NewHome Investments S.A. pour l'édification d'un immeuble locatif de quatorze logements. (LSP). EVELYNE KNECHT.
- 2.6.15 Rapport-préavis N° 2015/35 : Réponse au postulat de M^{me} Rebecca Ruiz « Pour des conditions de travail décentes sur les chantiers de la Ville. Vers un plan d'action communal de lutte contre la sous-enchère salariale en lien avec la sous-traitance ». Réponse à la résolution du Conseil communal faisant suite à l'interpellation urgente de M. Jean-Michel Dolivo et consorts « Travailleurs employés au noir sur le site du chantier des Halles du Palais de Beaulieu, quel contrôle exercé sur l'adjudication des travaux ? ». (TRX, EJCS, LSP). ELIANE AUBERT.

- 16.6.15 Préavis N° 2015/37 : Plan de quartier « chemin des Falaises » concernant les terrains compris entre l'avenue de la Sallaz, le chemin des Falaises et la forêt du Vallon (parcelle N° 3013). Abrogation partielle du plan d'extension N° 574 du 11 juin 1976 et du plan partiel d'affectation N° 721 du 21 février 2007. Convention foncière. (TRX). ELISABETH MÜLLER.
- 25.8.15 Postulat de M^{me} Natacha Litzistorf et consorts : « L'eau à l'honneur dans la ville et ses espaces publics ». (TRX). ELIANE AUBERT.
- 25.8.15 Postulat de M. Pierre Oberson : « Écoles, apprentissages et sans-papiers, quelle évolution depuis 2011, date du début de la nouvelle législature ? » (EJCS). CLAUDE NICOLE GRIN.
- 25.8.15 Postulat de M. Johan Pain : « Améliorer et sécuriser les conditions de déplacement des piétons en leur garantissant un pourcentage minimum d'itinéraires entièrement réservés dans les rues, les places, les zones et chemins forestiers ». (TRX, FIPAV). SANDRINE SCHLIENGER.
- 25.8.15 Postulat de M^{me} Elisabeth Müller : « Le bus 16 pour se récréer et se cultiver ». (AGC). PHILIPPE MIVELAZ.
- 8.9.15 Préavis N° 2015/42 : Octroi d'une subvention d'investissement à la paroisse du Saint-Rédempteur pour la rénovation intérieure de l'église catholique du Saint-Rédempteur. (EJCS). FRANÇOISE LONGCHAMP.
- 8.9.15 Rapport-préavis N° 2015/43 : Bilan et perspectives de la politique de développement durable. Réponses à trois postulats (Charles-Denis Perrin ; Isabelle Mayor ; Romain Felli). (AGC, SIPP, LSP, TRX, EJCS, FIPAV, SiL). ROMAIN FELLI.
- 8.9.15 Rapport-préavis N° 2015/44 : Évolution professionnelle. Développement de carrière. Réponse au postulat de M. Pierre-Yves Oppikofer. (AGC). VALENTIN CHRISTE.
- 8.9.15 Préavis N° 2015/45 : Assainissement et création de classes dans les bâtiments ou sites scolaires ; utilisation de la provision de CHF 8 millions constituée dans le cadre du bouclage des comptes 2013. Demande de crédit d'ouvrage. (EJCS, TRX). BERTRAND PICARD.
- 8.9.15 Rapport-préavis N° 2015/46 : Réponse au postulat de M. Valéry Beaud « Diminue l'allure, augmente le plaisir... à Lausanne aussi ! » (SIPP, TRX, AGC). ROLAND PHILIPPOZ.
- 8.9.15 Préavis N° 2015/47 : Crédit complémentaire au préavis N° 2012/23. Avenue de Chailly. Tronçon chemin de la Fauvette – boulevard de la Forêt. Renouvellement des réseaux souterrains et réaménagement de la chaussée et des trottoirs. (TRX, SiL, FIPAV). ALAIN HUBLER.
- 8.9.15 Préavis N° 2015/48 : Rue César-Roux. Renouvellement des réseaux souterrains et réaménagement de la chaussée et des trottoirs. (TRX, FIPAV, SiL). ELISABETH MÜLLER.
- 8.9.15 Pétition de M^{me} Florence Bettschart-Narbel et consorts (1452 sign.) : « Contre la suppression d'Uber à Lausanne ». (SIPP). COMMISSION DES PETITIONS.
- 8.9.15 Pétition de M^{me} Lilly Bornand et consorts (près de 600 sign.) : « Pour une ville sans prostitution de rue ». (LSP) COMMISSION DES PETITIONS.
- 22.9.15 Préavis N° 2015/49 : Reprise du réseau d'eau potable de la Commune de Romanel-sur-Lausanne. (TRX). GIANNA MARLY.

- 22.9.15 Rapport-préavis N° 2015/50 portant sur : la vente à l'État de Vaud du Palais de Justice de Montbenon, avenue Ernest-Ansermet 2 ; la vente à l'État de Vaud d'une partie du bâtiment administratif et commercial place de la Riponne 10 ; la promesse de vente à l'État de Vaud de la parcelle agricole N° 222, Romanel-sur-Lausanne ; l'octroi d'un crédit d'investissement du patrimoine financier de CHF 40'000'000.– pour une première étape d'assainissement énergétique et de rénovation des bâtiments de la Ville de Lausanne ; la réponse au postulat de M^{me} Florence Germond. (LSP, FIPAV). ANDRE MACH.
- 22.9.15 Postulat de M. Philipp Stauber : « Des carrés justes ou pas de carrés ! Pour un préavis municipal qui définit de manière formelle les règles applicables aux espaces confessionnels dans les cimetières de la Ville ». (SIPP). XAVIER DE HALLER.
- 22.9.15 Postulat de M. Valéry Beaud et consorts : « Une gouvernance participative pour l'écoquartier des Plaines-du-Loup ». (TRX). DANIEL DUBAS.
- 22.9.15 Motion de M^{me} Séverine Évéquoz et consorts : « Pour une mise en œuvre du réseau écologique lausannois, dès maintenant ! » (FIPAV, TRX). GIANNI JOHN SCHNEIDER.
- 22.9.15 Préavis N° 2015/51 : Remplacement et extension ordinaires du réseau de distribution de gaz pour l'exercice 2015. Demande de crédit complémentaire. (SiL). COMMISSION DES FINANCES.

II. INTERPELLATIONS (EN ATTENTE DE LA REPONSE DE LA MUNICIPALITE)

- 17.2.15 Interpellation de M. Benoît Gaillard : « Appréciation du risque sécuritaire lors de manifestations : comment éviter les excès de prudence ? » (14^e/17.2.15) (SIPP, LSP). DISCUSSION.
- 21.4.15 Interpellation de M^{me} Anna Zürcher : « Une Fête des écoles, une Fête du Bois et des visites des institutions lausannoises pour tous les enfants scolarisés à Lausanne ». (18^e/21.4.15) [EJCS]. DISCUSSION.
- 2.6.15 Interpellation de M^{me} Séverine Évéquoz : « Stop au transport de chlore pour préserver les habitants et l'environnement ». (22^e/2.6.15) [SIPP, LSP, TRX]. DISCUSSION.
- 17.6.15 Interpellation de M. Benoît Gaillard et consorts : « Musée de l'immigration et atelier *Casa Mundo* : quelles perspectives ? » (24^e/17.6.15) [SIPP]. DISCUSSION.
- 25.8.15 Interpellation de la commission N° 41, par M. Pierre-Antoine Hildbrand : « Jusqu'à quand la neutralité du réseau internet lausannois sera-t-elle garantie ? » (1^{re}/25.8.15) [SiL]. DISCUSSION.
- 8.9.15 Interpellation de M^{me} Séverine Évéquoz et consorts : « Réfugiés, comment Lausanne fait face ? » (2^e/8.9.15). DISCUSSION.
- 8.9.15 Interpellation de M^{me} Elisabeth Müller : « L'élargissement des tunnels de Belmont concerne également les Lausannois ». (2^e/8.9.15). DISCUSSION.

Première partie

Membres absents excusés : M^{mes} et MM. Raphaël Abbet, Nicole Graber, Claude Nicole Grin, Robert Joosten, Henri Klunge, Isabelle Mayor, Maurice Moreno, Pierre-Yves Oppikofer, Roland Philippoz, Bertrand Picard.

Membres absents non excusés : M^{mes} et MM. Johann Dupuis, Séverine Evéquoz, Vincent Mottier, Janine Resplendino, Ismail Unal.

Membres présents 85

Membres absents excusés 10

Membres absents non excusés 5

Effectif actuel 100

A 18 h, à l'Hôtel de Ville.

Prestation de serment de M. François Huguenet (Les Verts) remplaçant M. Yves Ferrari (Les Verts), démissionnaire

Le président : – Nous commencerons par la prestation de serment de M. François Huguenet (Les Verts), remplaçant M. Yves Ferrari, démissionnaire. Je prie MM. les huissiers de bien vouloir faire entrer le nouvel élu et j'invite l'assemblée, ainsi que le public, à se lever.

L'assemblée et le public se lèvent.

Le président : – Monsieur Huguenet, en tant que nouveau membre du Conseil communal, vous êtes appelé à prêter le serment que je vais vous lire. Après l'appel de votre nom, vous voudrez bien lever la main droite et répondre : « Je le promets ».

« Vous promettez d'être fidèle à la Constitution fédérale et à la Constitution du Canton de Vaud, de maintenir et de défendre la liberté et l'indépendance du pays.

» Vous promettez d'exercer votre charge avec conscience, diligence et fidélité, de contribuer au maintien de l'ordre, de la sûreté et de la tranquillité publics, d'avoir, dans tout ce qui sera discuté, la justice et la vérité devant les yeux, de veiller à la conservation des biens communaux et de remplir avec intégrité et exactitude les diverses fonctions que la loi vous attribue ou pourra vous attribuer. »

M. François Huguenet (Les Verts) : – Je le promets.

Le président : – Je prends acte de votre serment. Je vous félicite de votre accession au Conseil communal et vous remets le procès-verbal de l'Assemblée de commune certifiant votre élection. Je vous invite à prendre place dans cette salle, au gré de vos convenances.

Communication

Absence de M. Olivier Français, municipal, à la séance du 22 septembre 2015

Lausanne, le 1^{er} septembre 2015

Monsieur le Président, cher Monsieur,

En raison d'une intervention télévisée en dehors de Lausanne, dans le cadre des élections fédérales, je me vois contraint de vous prier d'excuser mon absence à la séance du Conseil communal citée en titre.

Je vous remercie d'en prendre bonne note et vous prie d'agréer, Monsieur le président, cher Monsieur, mes salutations les meilleures.

(Signé) *Olivier Français*, directeur des Travaux, conseiller national

Communication

Courriel de M^{me} Evelyn Knecht, démission de la Commission permanente des pétitions

Bonjour Yvan, cher Président,

Par la présente je t'informe de ma démission de la commission des pétitions, avec effet immédiat.

A ce jour, nous ne savons pas encore le nom de la personne qui me remplacera, nous en informerons le bureau prochainement.

Avec mes meilleures salutations

Evelyn Knecht

Le président : – Le Bureau en prend acte et attend les propositions.

Communication – Dépôt

Pétition de M. Stéphane Tercier - Habitants du Mont-d'Or (98 signatures) : « Sécurité et qualité de vie dans le quartier de l'avenue du Mont-d'Or »

Lausanne, le 1^{er} septembre 2015

Monsieur le Municipal,

Par le biais de cette pétition, nous vous demandons la mise en place d'une zone 30 km/h sur la partie Est de l'Avenue du Mont d'Or à Lausanne.

Il y a déjà plusieurs années, 4 ralentisseurs ont été posés afin d'améliorer la sécurité de cette rue fortement fréquentée par les piétons et cyclistes du quartier. Le résultat n'est aujourd'hui pas satisfaisant, car la plupart des deux-roues motorisés et des voitures tout-terrain n'ont pas besoin de ralentir malgré ces obstacles, alors que d'autres voitures accélèrent vigoureusement juste après les avoir franchi.

Nous demandons donc que ces ralentisseurs soient accompagnés, comme c'est le cas dans plusieurs rues à Lausanne, d'une zone à 30km/h.

Ceci permettrait d'améliorer :

- 1) La sécurité :
 - des piétons qui traversent cette rue (pour se rendre par exemple à l'école, cours de musique, place de jeux, ...)
 - des cyclistes qui sont déjà très serrés dans cette rue étroite
 - des automobilistes sortant des garages dont la sortie donne directement sur la chaussée ou de leur voiture parquée le long de la rue.
- 2) La qualité de l'air, afin d'éviter une production inutile de gaz d'échappement, secondaires, aux accélérations des automobilistes et motards après les ralentisseurs
- 3) Une amélioration de la qualité de vie sur le plan sonore également en limitant ces accélérations répétées à quelques mètres des fenêtres des maisons situées de part et d'autres de la rue.

En vous remerciant pour votre attention et dans l'attente de votre réponse , veuillez recevoir nos meilleures salutations,

Communication

Demandes d'urgence de la Municipalité concernant les Préavis N°s 2015/17, 2015/22, 2015/27, 2015/39, 2015/32, 2015/40 et les Rapports-préavis N°s 2015/38 et 2015/06

Lausanne, le 29 juillet 2015

Séances du Conseil communal des 8 et 22 septembre 2015

Monsieur le Président,

La Municipalité vous adresse les demandes d'urgences suivantes pour la séance du Conseil communal du 8 septembre 2015, d'une part :

Préavis N° 2015/17 – LSP - Projet de construction de 12 bâtiments « Minergie-P-Eco sis chemin du Chalet-Pra-Roman - Constitution DDP en faveur de la CODHA »

Motif : Le permis de construire est déposé, et le projet doit pouvoir démarrer le plus vite possible.

Préavis N° 2015/22 – TRX - Les communes romandes solidaires pour l'eau : Le fonds Solidarité internationale eau. Réalisation et gestion (2009 et 2013)

Motif : La Municipalité doit signer la Convention - en son nom et au nom des 18 communes suisses partenaires - du nouveau projet avec la Communauté urbaine de Nouakchott (CUN) et effectuer les versements dans les meilleurs délais pour pouvoir débiter les actions sur le terrain et respecter ses engagements auprès des différentes partenaires.

Préavis N° 2015/27 - SIL - Révision complète du groupe turbine-alternateur n° 1 de l'aménagement hydroélectrique de Lavey - Demande de crédit d'investissement

Motif : La Municipalité doit pouvoir caler le calendrier des travaux avec la saison hydraulique.

Rapport-préavis N° 2015/38 - EJCS/LSP/TRX - Réponse à la motion de Mme Christina Maier - Un projet pour sauver la Maison du Désert

Motif : Il est extrêmement important de pouvoir commencer les travaux avant le début de l'hiver en regard de l'occupation actuelle par des squatteurs. En regard du délai de referendum, le rapport-préavis doit être adopté courant septembre. De plus, la Municipalité s'est engagée auprès de la population à ouvrir la maison de quartier durant le printemps 2017. Ainsi, pour tenir les délais de construction, le préavis doit être adopté courant septembre.

Rapport-préavis N° 2015/39 – TRX/SIPP/FIPAV - Métamorphose - Centre sportif de la Tuillière - Création d'un centre de football et d'athlétisme - Demande de crédit d'ouvrage.

Motif : La Municipalité attend la décision du Conseil communal sur la demande de crédit d'ouvrage pour pouvoir démarrer les travaux cet automne et pouvoir ainsi tenir le calendrier du projet Métamorphose.

et pour la séance du 22 septembre d'autre part :

Rapport-préavis N° 2015/06 – TRX/SIL/FIPAV/LSP - Plan partiel d'affectation Parc éolien « EolJorat » secteur sud. Zone spéciale selon l'article 50a, lettre b LATC et zone agricole selon l'article 52 LATC. Abrogation partielle du plan d'extension N° 600 du 28 novembre 1980. Etudes d'impact sur l'environnement. Constitution de droits distincts et permanents de superficie conditionnels. Réponse au postulat de M. Charles-Denis Perrin

Motif : Démarré en 2007, le projet doit pouvoir, dans la meilleure continuité possible, franchir les nombreuses étapes de validation politique, administrative et judiciaire qui l'attendent.

Préavis N° 2015/32 – FIPAV/TRX/LSP - Qualité de vie dans les parcs lausannois

Motif : Les mesures d'amélioration de la propreté des parcs passent par la mécanisation et la modernisation de l'infrastructure de collecte de déchets. Il est prévu de répartir l'acquisition du matériel sur une période de 3 à 4 ans, dont une première tranche de CHF 880'000.- en 2015 qui permettra de procéder rapidement à la mécanisation de la collecte des déchets et du nettoyage des surfaces et d'équiper les parcs du centre-ville.

Préavis N° 2015/40 - TRX - Plan de quartier « En Contigny » - Convention liée aux aspects acoustiques du bâtiment h - Constitution d'une servitude - Abrogation du plan de quartier N° 448

Motif : Ce projet de logements, en particulier le projet de bâtiment à l'angle de l'avenue de Montoie et de l'avenue de Cour, a été mis en avant par la Municipalité auprès des riverains de la gare comme l'un des projets pouvant offrir des logements de compensation aux bâtiments qui devront être démolis dans le cadre du projet Pôle-Gare.

Nous vous remercions par avance de l'attention que vous porterez à ces lignes et vous prions d'agréer, Monsieur le Président, nos salutations distinguées.

Au nom de la Municipalité :

Un membre de la Municipalité : *Grégoire Junod*

La secrétaire a.i. : *Sylvie Ecklin*

Communication

Commission permanente des finances

Organisation du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016

Modifications

Lausanne, le 8 septembre 2015

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Suite à deux démissions, la Commission permanente des finances s'est constituée comme suit lors de sa séance plénière du 2 septembre 2015 :

Président :	M. Pierre-Yves Oppikofer, La Gauche
1 ^{re} vice-présidente :	M ^{me} Sylvianne Bergmann, Les Verts
2 ^e vice-présidente :	M ^{me} Françoise Longchamp, libérale-radical
Secrétaire :	M. Emmanuel Bourquin
ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET CULTURE	M ^{me} Anne-Françoise Decollogny, socialiste M. Valentin Christe, UDC
SPORTS, INTÉGRATION ET PROTECTION DE LA POPULATION	M. Georges-André Clerc, UDC M. Benoît Gaillard, socialiste
LOGEMENT ET SÉCURITÉ PUBLIQUE	M ^{me} Séverine Évéquoz, Les Verts M. Jean-François Cachin, libéral-radical
TRAVAUX	M. Claude Bonnard, Les Verts M. André Mach, socialiste
ENFANCE, JEUNESSE ET COHÉSION SOCIALE	M. David Payot, La Gauche M. Roland Philippoz, socialiste

FINANCES ET PATRIMOINE VERT

M^{me} Sylvianne Bergmann, Les Verts
M^{me} Françoise Longchamp, libérale-radical

SERVICES INDUSTRIELS

M. Pierre-Antoine Hildbrand, libéral-radical
M. Philippe Mivelaz, socialiste

La **délégation aux affaires immobilières** est composée de M^{me} Sylvianne Bergmann et de MM. Jean-François Cachin et Philippe Mivelaz.

Conseil communal de Lausanne

Le secrétaire : *Frédéric Tétaz*

Communication

Réponse de la Municipalité à la résolution du Conseil communal suite à l'interpellation de M. Claude-Alain Voiblet du 7 novembre 2014 : « La décision du Tribunal cantonal crée une brèche dans le dispositif de sécurité des nuits lausannoises »

Lausanne, le 7 septembre 2015

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Après avoir entendu la réponse municipale à l'interpellation de M. Claude-Alain Voiblet intitulée « La décision du Tribunal cantonal crée une brèche dans le dispositif de sécurité des nuits lausannoises », votre Conseil a adopté, en sa séance du 11 novembre 2014, la résolution suivante :

« Le Conseil communal souhaite que la Municipalité s'assure dans les plus brefs délais de la poursuite des contrôles et des fouilles lors de nuits lausannoises afin d'éviter la présence d'armes et d'objets dangereux au sein des établissements ouverts au public, si nécessaire par le biais de l'action de la police.

Estimant que les frais induits par ces contrôles ne doivent pas être à la charge des contribuables lausannois, le Conseil communal invite la Municipalité à étudier la possibilité de facturer les frais précités aux établissements de nuit.

Le Conseil communal soutient les concepts de sécurité mis en place par la Municipalité et les efforts de cette dernière en vue de poursuivre leur application, notamment par la création d'une base légale cantonale ».

En préambule de sa réponse, la Municipalité précise qu'il convenait d'attendre de disposer de la nouvelle mouture de la LADB et de son règlement d'exécution pour avoir l'ensemble des éléments pertinents à l'élaboration d'une réponse complète. Ce dernier texte a été publié dans le courant du mois de juillet, et les dispositions modifiant la loi sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet 2015.

Pour rappel, l'arrêt de la Cour de droit public du tribunal cantonal (CDAP) du 4 novembre 2014, dont il est fait mention dans l'interpellation susmentionnée, a notamment :

- validé les horaires de fermeture introduits dans le règlement municipal sur les établissements et les manifestations de 2013, les montants des taxes des prolongation, les principes de soumettre l'exploitation à un concept de sécurité et de fixer un nombre d'agents de sécurité minimum (le nombre imposé a seulement diminué pour l'établissement recourant) ;
- renforcé ainsi la position municipale en validant la quasi-totalité des mesures imposées dans les concepts de sécurité ;
- révisé le périmètre de conciliation du concept de l'établissement déclaré cause pilote ;

- invalidé l'imposition par l'autorité d'un périmètre d'observation tel que proposé dans les concepts de sécurité lausannois ;
- invalidé l'imposition par les autorités communales des fouilles et saisies par des agents privés de sécurité.

A noter que la révision des périmètres d'observation dispense formellement les établissements de prévenir les forces de police si un événement venait à troubler l'ordre public. Néanmoins, dans ce type de cas, il en revient également au bon sens des agents de sécurité et à leur volonté de préserver l'ordre et la tranquillité autour de leur établissement et de prévenir les forces de l'ordre dans les cas requis.

Pour autant, depuis cet arrêt, les établissements de nuit n'ont, dans leur quasi-totalité, pas renoncé aux pratiques formulées dans les concepts de sécurité en matière de fouille notamment. Ces pratiques ont en effet porté leurs fruits et ont été bénéfiques pour l'ensemble des parties prenantes, soit les clients, les exploitants et la police. Depuis l'introduction des concepts et de l'ensemble des mesures de pacification des nuits lausannoises contenues dans le rapport-préavis N° 2012/52 (restrictions horaires sur la vente d'alcool, définition de zones à habitat prépondérant notamment et concepts de sécurité avec fouille à l'entrée des établissements) et l'augmentation des effectifs de police, la Police municipale n'a plus dénombré de bagarres de grande ampleur pendant les soirs de fin de semaine et constate que les tensions sont moins importantes, même si Lausanne demeure très attractive en soirée et que la vie nocturne apporte également des désagréments qu'il s'agit encore de réduire pour améliorer la qualité de vie la nuit. A titre indicatif, le nombre d'armes saisies par la police à l'entrée des établissements nocturnes est passé de 431 d'avril à décembre 2013 à 286 en 2014 et 161 jusqu'au 10 août 2015.

Pour apporter une réponse appropriée à la présente résolution, il convient de préciser ici les principales modifications de la nouvelle loi qui répondent également aux inquiétudes de l'interpellateur. La nouvelle LADB, grâce notamment aux efforts coordonnés de la Municipalité et de la députation lausannoise au Grand Conseil, reprend en effet les principaux principes des concepts de sécurité lausannois :

- art. 53 al. 2 : *« les titulaires d'une licence peuvent notamment être contraints de charger des agents de sécurité privés de fouiller les personnes souhaitant accéder à l'établissement, sur une base volontaire et indépendamment d'un soupçon concret. La fouille consiste alors en une palpation par-dessus les vêtements à la recherche d'objets interdits par la commune, notamment d'armes ou d'objets dangereux, ou encore de produits stupéfiants »* ;
- ibid. al.3 : *« les titulaires d'une licence doivent refuser l'accès à leur établissement aux personnes qui refusent la fouille imposée au sens de l'alinéa 2 ou dont celle-ci révèle qu'elles sont en possession d'objets interdits »* ;
- ibid. al. 4 : *« les titulaires de licence remettent à l'autorité compétente au sens de la législation sur les armes les objets que les personnes fouillées lui auront spontanément remis pour destruction »* ;
- ibid. al. 5 : *« l'exploitation des établissements ne doit pas être de nature à troubler l'ordre et la tranquillité publics. Les titulaires de la licence doivent veiller au respect de ceux-ci dans l'établissement et à ses abords immédiats ».*

De ces nouveaux articles on retiendra notamment que :

- la fouille à l'entrée des établissements publics peuvent désormais être imposées par la Commune ;
- quiconque souhaite pénétrer dans un établissement de nuit à Lausanne doit donc être fouillé.

Ainsi, avec cette nouvelle loi cantonale, la volonté municipale de renforcer la sécurité dans et autour des clubs est ancrée légalement et le règlement municipal sur les établissements et les manifestations modifié en conséquence.

En conclusion, la Municipalité partage avec l'interpellateur ses réserves quant à la décision rendue par la CDAP tout comme sa volonté de responsabiliser les établissements de nuit dans la sécurité publique. Elle salue les dispositions légales de la LADB lui permettant d'imposer la fouille et la saisie sans restitution d'objets dangereux aux personnes désireuses de fréquenter un établissement de nuit.

En vous remerciant de bien vouloir prendre acte de la présente communication, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nos salutations distinguées.

Au nom de la Municipalité :

Le syndic : *Daniel Brélaz*

La secrétaire a.i. : *Sylvie Ecklin*

Communication

Réponse de la Municipalité à la résolution du Conseil communal suite à l'interpellation de M. Jacques Pernet et consorts : « Brochure intitulée 'Lausanne, guide de la ville 2008-2009', publiée par inEDIT »

Lausanne, le 8 septembre 2015

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Lors de sa séance du 20 janvier 2009, dans le cadre du traitement de la réponse à l'interpellation de M. Jacques Pernet et consorts : « Brochure intitulée 'Lausanne, guide de la ville 2008-2009', publiée par inEDIT », le Conseil communal a adopté la résolution suivante de l'interpellateur :

« Le Conseil communal souhaite que la Municipalité demande aux éditeurs de telles publications d'informer sans équivoque que celles-ci sont éditées de manière privée et ne sont pas des publications officielles ».

Réponse de la Municipalité

Lausanne et les grandes villes attirent de nombreux éditeurs indépendants qui cherchent à diffuser des guides, brochures ou plans de ville financés par la publicité. Lorsque la Ville de Lausanne est contactée par de tels éditeurs, il leur est systématiquement demandé de faire figurer dans la publication, de manière visible, qu'il s'agit d'une publication non officielle et éditée de manière privée.

La société inEDIT, dont la publication « Lausanne, guide de la ville 2008-2009 » avait été à l'origine de l'interpellation de M. Pernet, fait dorénavant figurer la mention « Brochure réalisée à l'initiative et sous la seule responsabilité d'Inédit Publications » dans l'impressum de ses brochures « Lausanne ». De plus, une relecture rapide est faite par le Service du développement de la ville et de la communication afin d'éviter des erreurs grossières dans une publication diffusée largement, sans engager toutefois la responsabilité de la Commune.

De son côté, la Municipalité entend informer la population lausannoise par ses propres outils d'information.

La brochure « Vivre à Lausanne, un guide pratique », éditée par le Bureau lausannois pour les immigrés (BLI) est distribuée notamment aux nouveaux habitants par le Contrôle des habitants et lors des séances d'accueil des nouveaux habitants. Des exemplaires sont

également à disposition au bureau d'information au public Info cité et dans les différents guichets de l'administration communale. Il est envoyé au réseau d'associations et aux partenaires du BLI. Ce guide est publié à 23'600 exemplaire et dans onze langues (français (13'000 ex.), albanais (300 ex.), allemand (800 ex.), anglais (3'500 ex.), bosniaque (300 ex.), espagnol (2'500 ex.), italien (800 ex.), portugais (1'500 ex.), somali (300 ex.), tamoul (300 ex.), russe (300 ex.)). Plusieurs institutions et entreprises de la place en demandent régulièrement pour les distribuer à leurs hôtes ou leurs collaborateurs (ex. Beau-Rivage Palace, Lausanne Palace, CHUV, Ecole Hôtelière, Ecole internationale de tourisme, International School of Lausanne, Philip Morris, Logitech, Kudelski, etc.).

Le dépliant « Lausanne adresses et informations utiles » propose les adresses et informations les plus demandées, en français et en anglais. 17'000 exemplaires sont édités pour une période de deux ans. 15'000 d'entre eux sont distribués par le Contrôle des habitants, le solde est à disposition à Info cité.

Les sites <http://www.lausanne.ch> et <http://www.lausanne-tourisme.ch> offrent toutes les informations nécessaires à la vie en ville. Enfin, pour toute autre question, les Lausannois peuvent faire appel à Info cité ou appeler le central téléphonique de la Ville.

En vous priant de bien vouloir prendre acte de la présente communication, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

Au nom de la Municipalité :

Le syndic : *Daniel Brélaz*

La secrétaire a.i. : *Sylvie Ecklin*

Communication

Réponse de la Municipalité à la résolution de M. Vincent Rossi du 20 janvier 2009 adoptée par le Conseil communal suite à la réponse à l'interpellation de M. Rossi intitulée : « Faciliter les pétitions à Lausanne »

Lausanne, le 8 septembre 2015

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs,

Le 20 janvier 2009, le Conseil communal a adopté la résolution suivante proposée par M. Rossi : « *Le Conseil communal encourage la Municipalité à intensifier sa réflexion concernant l'amélioration de la rubrique "droit de pétition" du site internet et à examiner comment la compléter en ajoutant les détails qu'elle mentionne elle-même dans sa réponse à l'interpellation* ».

Réponse de la Municipalité

La Ville de Lausanne a mis en ligne un nouveau site internet entre 2012 et 2013. La question des droits politiques en général a été prise très au sérieux, et cette partie du site a été réaménagée avec l'objectif d'offrir toutes les informations utiles à l'exercice des droits politiques. Toutes les informations sont désormais réunies à l'adresse suivante : <http://www.lausanne.ch/lausanne-officielle/votations-elections.html>.

Dans ce cadre, pour les pétitions auprès du Conseil communal, la commission des pétitions a mis depuis à disposition sur le site internet une fiche pratique. Cette fiche pratique intitulée « Vous avez déposé une pétition auprès du Conseil communal – Et maintenant ? » décrit les différentes étapes de traitement d'une pétition.

La Ville a également conservé et développé des pages au contenu didactique et s'adressant à un public plus jeune. Ces pages sont regroupées dans une entrée spécifique intitulée

« Education à la citoyenneté » : <http://www.lausanne.ch/lausanne-officielle/votations-elections/education-citoyennete.html.html>.

La Municipalité estime que les mesures prises pour simplifier la navigation et mieux mettre en évidence le contenu lors du lancement du nouveau site internet de la Ville répondent à la résolution de M. Rossi.

En vous remerciant de prendre acte de ce qui précède, nous vous prions d'agréer, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, nos salutations distinguées.

Au nom de la Municipalité :

Le syndic : *Daniel Brélaz*

La secrétaire a.i. : *Sylvie Ecklin*

Communication

Réponse de la Municipalité à la résolution du Conseil communal suite à l'interpellation de M^{me} Françoise Longchamp et consorts : « Une alerte centenaire bientôt fêtée : comment la Commune entend-elle s'associer à l'évènement ? »

Lausanne, le 8 septembre 2015

Monsieur le président, Mesdames, Messieurs,

Lors de sa séance du 5 mai 2009, dans le cadre du traitement de la réponse à l'interpellation de Mme Françoise Longchamp et consorts « Une alerte centenaire bientôt fêtée : comment la Commune entend-elle s'associer à l'évènement ? », le Conseil communal a adopté la résolution suivante de l'interpellatrice :

« Le Conseil communal souhaite que la Municipalité associe les conseillers communaux lausannois à tout ou partie de la Fête du 100^{ème} anniversaire de l'UCV ».

Réponse de la Municipalité

L'UCV est une association faîtière chargée de défendre les intérêts de ses membres et de les promouvoir devant les autorités et le public. Elle rassemble une majorité des communes vaudoises (en 2015, sur 318 communes vaudoises, 286 sont membres de l'UCV).

En 2009, l'UCV fêtait son centième anniversaire et Lausanne a été choisie pour accueillir cet évènement. Le samedi 20 juin 2009 à Beaulieu Lausanne le centenaire de l'Union des communes vaudoises (UCV) a rassemblé près de 2'000 représentants et invités des communes vaudoises. Ces 2'000 invités rassemblaient un à deux représentants des autorités communales par commune membre, les présidents des conseils communaux et généraux, les représentants des autorités vaudoises, des Eglises, des hautes écoles, etc.

La résolution du Conseil communal demandait que les conseillers communaux lausannois soient associés à la fête. Malheureusement, il n'a pas été possible de donner suite à ce vœu.

Pour inviter les municipalités in corpore et ouvrir la manifestation aux conseillers communaux du Canton souhaitant y participer, la manifestation aurait dû être d'une telle ampleur que la seule Commune de Lausanne n'aurait pas pu prendre une telle organisation en charge, que ce soit en termes logistiques ou financiers. Pour se faire une idée de la fréquentation potentielle d'une manifestation ouverte à l'ensemble des exécutifs et corps délibérants membres de l'UCV, les chiffres 2015 sont les suivants : au total, les 318 communes vaudoises comptent 1'670 conseillers municipaux, 8'083 conseillers communaux sans compter les membres des 158 conseils généraux. En 2009, le canton de Vaud comptait 375 communes dont 343 étaient membres de l'UCV.

En vous priant de bien vouloir prendre acte de la présente communication, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux, l'expression de nos salutations distinguées.

Au nom de la Municipalité :

Le syndic : *Daniel Brélaz*

La secrétaire a.i. : *Sylvie Ecklin*

Communication

Réponse de la Municipalité à la résolution de M. Philippe Ducommun du 16 avril 2013 adoptée par le Conseil communal suite à la réponse à l'interpellation de M. Ducommun : « Un havre de paix coupé du monde »

Lausanne, le 8 septembre 2015

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Lors de sa séance du 18 avril 2013, dans le cadre du traitement de la réponse à l'interpellation de M. Philippe Ducommun « Un havre de paix coupé du monde », le Conseil communal a adopté la résolution suivante proposée par l'interpellateur :

« Le Conseil communal souhaite que la Municipalité mette tout en œuvre afin que la zone foraine de Montheron soit desservie en transports publics d'une manière équitable, par rapport aux autres sites ».

Réponse de la Municipalité

En 2012, les tl ont pris la décision de modifier le tracé de la ligne 60, pour répondre à la demande croissante sur le tracé Froideville – Bottens – Cugy et à la faible demande sur le tracé Cugy – Montheron – Froideville. Depuis fin 2012, toutes les courses sont effectuées par Bottens, et le tronçon Cugy – Montheron – Froideville, n'est plus desservi par une ligne régulière.

Afin d'assurer la desserte du secteur de Montheron, un service Taxibus de ligne a été mis en place sur la base d'une desserte possible en correspondance avec toutes les courses régulières Lausanne – Cugy, ce qui représente une amélioration très conséquente de l'offre dans ce secteur, en particulier le week-end. Le problème de l'offre Taxibus est la surtaxe de CHF 2.- par trajet et par personne, ce qui renchérit fortement le coût pour les utilisateurs réguliers.

Conscients de ce problème, les tl ont examiné la possibilité de supprimer la surtaxe Taxibus, ce qui permettrait de rétablir une desserte attractive et adaptée au bassin de population pour la zone de Montheron. La décision a été prise pour une application dès le changement d'horaire 2015. Ainsi, dès le 13 décembre 2015, le service Taxibus pourra être utilisé avec un titre de transport ordinaire et permettra de rejoindre Cugy et la ligne de bus régulière tl 60.

En vous priant de bien vouloir prendre acte de la présente communication, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

Au nom de la Municipalité :

Le syndic : *Daniel Brélaz*

La secrétaire a.i. : *Sylvie Ecklin*

Communication – Dépôt

Postulat de M^{me} Sophie Michaud Gigon et consorts : « Agir sur l'environnement construit pour la santé de toutes et tous »

Lausanne, le 1^{er} septembre 2015

(Signé) *Sophie Michaud Gigon et 1 cosignataire*

Communication – Dépôt

Interpellation de M. Jean-François Cachin : « Une collaboration avec Epalinges concernant leur nouvelle déchetterie est-elle envisageable ? »

Lausanne, le 17 septembre 2015

(Signé) *Jean-François Cachin*

Communication – Dépôt

Interpellation de M. Mathieu Blanc et consorts : « Entretien des infrastructures sportives, notamment des terrains du Lausanne Sports : comment se coordonnent les clubs, le Service des sports et le service 'Parcs et domaines' ? »

Lausanne, le 22 septembre 2015

(Signé) *Mathieu Blanc et 1 cosignataire*

Communication – Dépôt

Interpellation urgente de M^{me} Florence Bettschart-Narbel et consorts : « Ecole de l'Eglantine : Pour une consultation effective des utilisateurs des lieux »

Lausanne, le 22 septembre 2015

(Signé) *Florence Bettschart-Narbel et 4 cosignataires*

M. Frédéric Tétaz, secrétaire : – L'urgence a été demandée pour cette interpellation, laquelle a été accordée par le Bureau légal.

Communication – Dépôt

Interpellation urgente de M. Vincent Rossi et consorts : « Osera-t-on la modération du trafic pour sécuriser l'avenue d'Echallens sur le parcours du LEB ? »

Lausanne, le 22 septembre 2015

(Signé) *Vincent Rossi et 3 cosignataires*

M. Frédéric Tétaz, secrétaire : – L'urgence a été demandée pour cette interpellation, laquelle a été accordée par le Bureau légal.

Election complémentaire d'un membre à la Commission permanente de gestion en remplacement de M. Raphaël Abbet (UDC), démissionnaire

M^{me} Sandrine Schlienger (UDC) : – Le groupe UDC a le plaisir de vous présenter la candidature de M. Claude-Alain Voiblet. Je ne vais pas entrer dans les détails, puisque vous le connaissez bien. Il a été élu à notre Conseil en 2006 et a déjà fait partie de la Commission de gestion. Nous n'oublions pas qu'il a été élu président de notre Conseil pour l'année parlementaire 2011-2012. Il est aussi député au Grand Conseil vaudois, ce qui lui permet de bien connaître tous les éléments pour pouvoir faire partie de cette commission.

Est élu : M. Claude-Alain Voiblet, sans avis contraire et quelques abstentions.

Questions orales

Question

M. Alain Hubler (La Gauche) : – Ce matin, les migrants et le Collectif de soutien aux migrants qui occupaient l'ancienne école et future garderie de la route de Berne 50 ont quitté les lieux, conformément à la décision de justice. Ils se sont rendus du côté de Malley, où ils se sont installés dans une usine désaffectée qui devrait être détruite, si je suis bien informé, d'ici un an, ou un peu plus d'un an, pour le projet sportif de Malley.

Depuis lors, la police encerclerait ce bâtiment qui, je le rappelle, est un bâtiment industriel désaffecté ; je mets ma phrase au conditionnel, parce que ce ne sont pas des choses que j'ai vues de mes propres yeux, mais des informations que je tiens de gauche et de droite – plutôt de gauche d'ailleurs. Ce bâtiment ne sera pas transformé en garderie, donc il n'y a pas d'urgence, mais les polices cantonale, communale et PolOuest entourent le bâtiment. D'après ce que l'on m'a dit, ils seraient prêts à intervenir d'ici une demi-heure, un quart d'heure. Est-ce que la Municipalité peut confirmer qu'il y a bien des policiers lausannois sur place ? De plus, est-ce qu'elle peut nous dire quelles sont les intentions de la Municipalité dans cette affaire et quel rôle elle joue, sachant que cette usine est située sur terrain renanais et que le bâtiment appartient au Canton ?

Réponse de la Municipalité

M. Grégoire Junod, municipal, Logement et sécurité publique : – Je peux vous confirmer qu'à l'heure qu'il est aucun policier lausannois n'est impliqué à Renens. Il semble qu'il y ait effectivement une opération de police autour du bâtiment que vous avez mentionné impliquant la police cantonale et la police de l'Ouest. Je n'ai pas d'information sur ce qui sera fait.

Evidemment, la Municipalité n'a aucune intention s'agissant d'une occupation qui se déroule sur le territoire de la Commune de Renens, qui n'est pas le périmètre d'intervention de la Police municipale lausannoise. C'est une information que je me permets de rectifier, parce que des informations fausses à ce sujet circulent sur les réseaux sociaux – en tout cas, j'ai pu en lire quelques-unes. Un car de la Police municipale lausannoise s'est rendu sur place aux alentours de 13 h, au moment où l'occupation a été constatée ; c'est peut-être ce qui a introduit un certain flou sur l'implication de la Police de Lausanne, mais je vous confirme qu'à l'heure actuelle, il n'y a aucune implication de policiers lausannois.

M. Alain Hubler (La Gauche) : – J'ai bien entendu que M. le municipal nous a dit que la Municipalité n'avait aucune intention concernant cette occupation, qui n'a pas lieu sur le territoire lausannois. J'en prends bonne note et je me réjouis que la Police municipale lausannoise n'intervienne pas là-bas.

Question

M. André Gebhardt (Les Verts) : – Ma question concerne la réparation de la Tour de Sauvabelin. En commission, il avait été dit que les bûcherons de la Ville avaient déjà préparé le bois pour la tour. Pourquoi les bois demi-ronds en sapin épicéa destinés à protéger les poteaux du squelette de la tour proviennent-ils du triage de Rances ? Il était encore marqué par les plaquettes forestières en bout.

Réponse de la Municipalité

M^{me} Florence Germond, municipale, Finances et patrimoine vert : – En effet, c'est bien l'idée, car nous avons l'intention de travailler avec des bois locaux. Dans le cadre des travaux de la Tour de Sauvabelin, un certain nombre de scieries y ont travaillé lors de la première construction. Pour la rénovation, il n'a pas été possible de travailler avec les mêmes scieries pour des questions de volume et afin de répondre aux besoins spécifiques de cette rénovation. Il a donc fallu travailler avec une des grandes scieries du canton, qui est la troisième scierie de ce pays et qui est aussi alimentée par les bois lausannois ; il y a donc une certaine mixité dans les bois utilisés. Mais je vous rassure, ce sont des bois de la région. On fait travailler les entreprises actives dans le domaine de la foresterie et ce sont bien des entreprises locales, peut-être pas 100 % lausanno-lausannoises, mais ce sont en tous les cas des entreprises valdo-vaudoises. On soutient donc l'industrie forestière du canton.

Question

M. Mathieu Blanc (PLR) : – J'ai une question dans la droite ligne de celle de notre collègue Hubler. J'ai bien compris que la Ville n'entendait pas demander à la police d'agir, ce qui est normal, vu qu'il ne s'agit pas de son bâtiment ni de sa propriété à Renens. En revanche, ma question fait suite à la décision ferme prise par la Municipalité et à l'action judiciaire entamée. On constate maintenant que ces migrants sont dans un bâtiment de l'Etat de Vaud. Comme la collaboration a été intense au cours de ces derniers mois entre l'Etat de Vaud et la Commune, notamment pour aider la Commune dans ce dossier, est-ce que la Municipalité entend aider l'Etat de Vaud, notamment en lui transmettant toutes les informations nécessaires d'un point de vue juridique, vu que l'Etat va sans doute devoir entamer les mêmes démarches, et pour aider également l'Etat de Vaud à éviter que son bâtiment ne soit occupé de manière illégale ?

Réponse de la Municipalité

M. Grégoire Junod, municipal, Logement et sécurité publique : – Je ne sais pas très bien à quelle aide cantonale vous faites référence, monsieur le conseiller. Cela dit, les services de la Ville et du Canton collaborent bien et de manière régulière sur ce dossier, comme dans d'autres d'ailleurs. Pour ce qui est des conseils juridiques, on est évidemment à disposition de l'Etat. Mais l'Etat a rarement besoin des services de la Ville en la matière, car il a un bon service juridique. Quand nous avons besoin de références en matière de jurisprudence, que ce soit dans le domaine de la sécurité ou dans d'autres domaines, c'est plus régulièrement la Ville qui fait appel à des conseils juridiques du Canton que le contraire. Dès lors, je doute que le Conseil d'Etat ait besoin de conseils juridiques de la Municipalité de Lausanne. Mais on serait très honoré si cela devait être le cas.

Question

M. Benoît Gaillard (Soc.) : – Ma question s'adresse à M. Junod ou à M. Tosato. Dans son communiqué du 3 septembre 2015, la Municipalité avait indiqué, dans le cadre de sa communication sur l'occupation du collège à la route de Berne, qu'elle souhaitait se concerter avec l'EVAM pour : « assumer pleinement ses responsabilités en termes d'hébergement et de mesures d'intégration ». Je me réjouissais personnellement de ce dernier paragraphe dans ce communiqué. J'aimerais savoir si des contacts avec l'EVAM ont pu avoir lieu et quels en sont les éventuels résultats.

Réponse de la Municipalité

M. Oscar Tosato, municipal, Enfance, jeunesse et cohésion sociale : – Effectivement, un certain nombre de contacts ont eu lieu avec la direction de l'EVAM. Pour résoudre et pour trouver des solutions à ces drames et à ces flux migratoires, il était nécessaire de faire des propositions de logements pour les migrants ; d'ailleurs, vous l'avez demandé et longuement discuté lors de la dernière séance.

Nous avons travaillé sur trois pistes. La première, c'est de mettre une auberge à disposition de l'EVAM, dès aujourd'hui, où ils pourront loger 50 migrants – certainement des Erythréens célibataires. Les travaux et la mise à disposition sont effectifs dès aujourd'hui et cela devrait être accessible dès demain.

Deuxièmement, face aux différents cas de figure et aux différents statuts des migrants sans abri, nous avons demandé au Conseil d'Etat s'il était judicieux d'ouvrir l'abri de La Vallée de la Jeunesse de manière anticipée. Avec le président du Conseil d'Etat, il a été convenu que cet abri ouvrira le 1^{er} octobre. C'est la seule date possible, car il y a des travaux en cours.

Troisièmement, face au drame de toutes ces familles, notamment syriennes, pour éviter d'être pris au dépourvu à un certain moment avec l'arrivée de nouvelles personnes, nous avons discuté avec l'EVAM de la possibilité de leur mettre à disposition un terrain où ils pourraient placer des logements modulaires en invoquant, par exemple, une situation d'urgence ; nous sommes en discussion avancée sur cette prestation. Nous avons donc trois propositions concertées avec l'EVAM pour essayer de trouver des solutions à ces drames.

Question

M. Guy Gaudard (PLR) : – Ma question s'adresse à M. Junod. Pour quelle raison l'auberge du Chalet-à-Gobet, l'un des fleurons de la restauration lausannoise il y a une dizaine d'années, est-elle fermée depuis de nombreux mois, alors même que la Ville en est propriétaire et qu'il y a un potentiel d'exploitation important sur ce périmètre ?

Réponse de la Municipalité

M^{me} Florence Germond, municipale, Finances et patrimoine vert : – C'est moi qui vous réponds, puisque cette auberge fait partie du portefeuille du Service des parcs et domaines.

En effet, cette auberge est fermée depuis quelque temps car nous n'avons pas encore trouvé preneur. En tout cas, la Ville a dû revoir le projet d'exploitation de cette auberge. Je crois qu'il n'y a pas de secret sur cette question : la Ville est en discussion depuis un certain nombre de mois pour une reprise de cette auberge par l'Ecole hôtelière, mais elle n'a pas encore abouti. Dans le cadre de ces réflexions, vu l'urgence et la situation de la question migratoire, et comme évoqué par M. Tosato, cette auberge sera mise à disposition de l'EVAM pour une durée provisoire et pendant cette période transitoire pour permettre l'accueil des migrants. Les discussions concernant son avenir se poursuivent.

M. Guy Gaudard (PLR) : – Je remercie la municipale pour sa réponse. C'est vrai que c'est étonnant d'avoir l'information, alors même que je pose la question. Est-ce que l'on pourrait savoir depuis quand le loyer n'est plus payé, alors qu'on a investi pas mal d'argent pour rénover les cuisines il y a quelques années ?

M^{me} Florence Germond, municipale, Finances et patrimoine vert : – Je n'ai pas tous les éléments en tête. Mais je peux vous dire qu'il y a eu une résiliation en bonne et due forme, conformément au droit du bail. La procédure de résiliation a pris très longtemps pour respecter toutes les étapes de la procédure et défendre les intérêts de la Ville. L'exploitant peut ne pas payer ses loyers, mais la Ville a fait tout ce qu'il fallait pour défendre ses intérêts, je peux vous l'assurer.

Question

M. Claude-Alain Voiblet (UDC) : – J’ai une question qui s’adresse à M. Vuilleumier, qui est en charge de la Police du commerce. L’UDC Lausanne a manifesté son intention d’organiser un meeting politique sur le chaos actuel de la politique d’asile. Nous avons réservé une salle à Beaulieu, qui nous a été effectivement proposée, et nous sommes en train de faire venir des orateurs. Nous aurons notamment M. Blocher et M. Kepel pour ce débat.

Il y a six semaines, nous avons pris les premiers contacts avec la Police du commerce pour demander les autorisations et nous avons eu des contacts aussi avec la police pour les informer directement de la tenue de cette manifestation. Ce soir, nous n’avons toujours pas reçu l’autorisation de la Police du commerce. Comment cela se fait-il qu’il faille autant de temps pour délivrer cette autorisation ? Nous sommes à quinze jours à peine de cette manifestation, alors que, quand il s’agit d’associations proches du municipal en charge de cette direction, on arrive à obtenir des autorisations pour manifester dans la rue en quelques heures.

Réponse de la Municipalité

M. Marc Vuilleumier, municipal, Sports, intégration et protection de la population : – M. Voiblet sait très bien pourquoi l’autorisation n’a pas encore été délivrée pour cette manifestation, qui aura lieu, selon toute vraisemblance. C’est parce que les informations qui avaient été demandées par les services n’ont pas été obtenues, notamment par rapport au nombre de personnes qui vont participer à ce meeting ; est-ce que ce sont des invitations – ce ne sont pas des invitations – sur appel – ce n’est pas sur appel –, avec inscription – ce n’est pas sur inscription. Il faut simplement mettre sur pied un dispositif de sécurité à la hauteur de ce qui pourrait se passer. Nous attendons ces informations, et dès que la Ville les aura, l’autorisation sera probablement délivrée.

M. Claude-Alain Voiblet (UDC) : – Je me permets une question complémentaire, parce que je ne suis pas du tout d’accord avec M. Vuilleumier. Soit il n’a pas les informations de ses services, soit il ne nous informe pas correctement sur ce dossier. J’aimerais qu’il dise ici, de manière très claire, s’il n’a pas toutes les données concernant ce dossier pour rendre une décision depuis une semaine. Parce que nous avons fourni absolument toutes les garanties demandées, y compris le système d’inscription complet avec la prise des noms, prénoms, adresse e-mail et téléphone de tous les participants à ce congrès. Je ne sais pas s’il en fait de même quand il y a des manifestations de 500 personnes dans les rues, tel que cela a été le cas il y a une semaine. J’aimerais juste qu’il me confirme cela.

M. Marc Vuilleumier, municipal, Sports, intégration et protection de la population : – Je rappelle simplement ce que j’ai dit : lorsqu’il y a une telle manifestation, les services concernés donnent un préavis, et un des services importants de la Ville n’a pas été en mesure jusqu’à tout récemment de donner cet avis pour les raisons que j’ai évoquées et que je maintiens. Dès que le service sera en possession de tous ces renseignements, le dossier sera traité avec diligence pour délivrer l’autorisation.

Question

M. Hadrien Buclin (La Gauche) : – Ma question s’adresse à M^{me} Germond. A la fin du mois d’août, la Ville de Lausanne, de concert avec la Commune de Pully, a annoncé un plan de lutte contre les plantes invasives, en particulier sur les berges de la Vuachère. J’aimerais savoir si, dans le cadre de ce plan, il y a recours à des herbicides et autres produits chimiques. Si oui, quel est le risque potentiel pour l’environnement ?

Réponse de la Municipalité

M^{me} Florence Germond, municipale, Finances et patrimoine vert : – La Ville est en transition vers un entretien le plus écologique possible. Elle devrait pouvoir se passer de pesticides ou d’engrais de synthèse sur tout son territoire, à l’exception des terrains de foot, malheureusement, mais ceci sera développé dans le cadre d’une interpellation qui a été

déposée. Donc, à cette exception près, plus aucun produit de synthèse n'est utilisé pour l'entretien des espaces verts de la ville. En l'occurrence – et j'étais sur place pour voir l'intervention –, il a été procédé à un arrachage manuel. C'est de cette façon que l'on travaille pour éviter tout risque avec l'usage de produits chimiques.

Question

M. Philipp Stauber (UDC) : – La deuxième question du groupe UDC s'adresse de nouveau à M. Vuilleumier, et est sur le même sujet. J'aimerais savoir quel est le service de la Ville qui n'a pas toutes les informations de notre part. Etant l'organisateur principal de cette manifestation, je n'ai absolument aucune demande chez moi à ce sujet.

Réponse de la Municipalité

M. Marc Vuilleumier, municipal, Sports, intégration et protection de la population : – Le préavis attendu à la Police du commerce pour délivrer l'autorisation doit venir du Corps de police qui, nous dit-il – et on n'a pas de raisons de ne pas le croire –, n'avait pas toutes les informations nécessaires jusqu'à il y a quelques heures.

Interpellation urgente de M. Guy Gaudard : « Le bureau des objets trouvés est-il une tâche publique ? »

Développement polycopié

Suite à la question orale du soussigné à M. Junod en plénum le 25 août quant à l'avenir du bureau des objets trouvés, ainsi qu'à un article paru ultérieurement dans le *24 heures*, nous avons appris que, pour des raisons économiques, des velléités d'externalisation de ce service public étaient à l'étude. Nous sommes également venus à savoir que, sur 15'000 objets ramenés annuellement, environ 5'000 étaient restitués à leurs propriétaires.

Afin de garantir cette efficacité, le personnel actuel, aguerri aux diverses procédures de recherche, a accès à différents fichiers confidentiels tels que :

- Le contrôle des habitants de la Ville de Lausanne
- Le contrôle des habitants du Canton de Vaud
- Le service des automobiles suisse
- Le journal de police JEP (identité de délinquants en tout genre, trafiquants de drogue, problèmes familiaux, violences domestiques, ivresse au volant, etc.)
- Le système de recherches informatisées de police RIPOL (identité des personnes, véhicules et objets recherchés en Suisse et ailleurs) Les contrôles sont faits par un policier de la Centrale d'engagement.

Il est donc indispensable que le personnel œuvrant dans ce service soit d'une parfaite probité. En outre il doit être apte à prévenir la police judiciaire en cas de découverte suspecte dans un bagage trouvé ou lors de la réception d'un objet manifestement volé.

Dans les réponses apportées, il semble que Caritas reprendra les locaux actuels du bureau des objets trouvés et gérera ce service avec le concours de chômeurs en fin de droit, de personnes à l'AI ou en réinsertion professionnelle. Si tel était le cas, la protection des données et de la sphère privée deviendraient tout à coup accessibles à du personnel non-formé et dont le passé pourrait présenter des surprises.

Dès lors, il est expressément demandé au directeur de la sécurité publique de répondre aux questions suivantes:

1. Quelle garantie pouvez-vous fournir que le personnel « Caritas » sera probe ?
2. Quel contrôle ferez-vous pour vous en assurer ? (casier judiciaire, office des poursuites, etc.)
3. Qui formera ce personnel ?
4. A quels fichiers aura accès ce personnel ?
5. Quelle personne sera responsable de la gestion et de l'exploitation de ce bureau ?
6. Quel montant sera économisé annuellement en externalisant ce service ?
7. Que deviendrait le personnel actuel en cas d'externalisation ? Conserverait-il les mêmes conditions de travail dans d'autres fonctions au sein de la police ?
8. Qu'advient-il des objets non réclamés ?
9. Quelles sont les autres acteurs de « objets trouvés » dans la région (CFF, TL, autres communes) ? Des synergies sont-elles été étudiées ?

Discussion

M. Guy Gaudard (PLR) : – Le 25 août, j'avais questionné M. Junod, dans ce plénum, sur les velléités de ses services de faire un partenariat avec Caritas concernant le Bureau des objets trouvés. Un article paru ultérieurement dans *24 heures* nous apprenait que sur 15 000 objets trouvés, 5000 étaient restitués. On apprenait dans le même article que Caritas entendait faire appel à du personnel en fin de droit au chômage, en réinsertion professionnelle ou au bénéfice de mesures complémentaires de l'AI. On peut s'interroger sur la probité des personnes qui seraient appelées à être derrière le guichet du Bureau des objets trouvés. Il faut savoir qu'actuellement, le personnel engagé a accès à des dossiers confidentiels, notamment le contrôle des habitants de la Ville de Lausanne, le contrôle des habitants du Canton, le Service des automobiles, le Journal de police (JEP) et le système de recherches informatisées de police, RIPOL. Avec ces différents fichiers, on peut donc avoir accès à des informations très personnelles et confidentielles. Plusieurs questions ont été posées à M. Junod à ce sujet.

Réponse de la Municipalité

M. Grégoire Junod, municipal, Logement et sécurité publique : – Ni plus ni moins de garanties que pour n'importe quel employé ; ce n'est pas le fait qu'il soit engagé par Caritas qui le rendrait moins probe que d'être engagé par un autre employeur ou par la Police de Lausanne. Dès lors, ce sont exactement les mêmes garanties que nous offrons.

Pour contextualiser l'interpellation, et aussi la démarche poursuivie par la Ville de Lausanne, je rappelle que le Bureau des objets trouvés n'est pas une tâche publique. La tâche publique conférée à la police par la loi est de récolter les objets trouvés dans les postes de police, c'est-à-dire d'accepter les objets qu'on lui remet, et de les remettre soit à la Justice de paix, soit à un organisme privé mandaté pour cela. Dans de très nombreuses communes du Canton, vous n'avez pas de bureau des objets trouvés, et les objets sont remis à la Justice de paix.

Une question de M. Gaudard fait référence aux transports publics ; les objets oubliés sont remis à un bureau spécialisé. Aujourd'hui, pour les CFF, il y a un bureau national. Quand vous perdez un objet dans le train, vous devez faire une déclaration de perte sur internet, ce qui n'est pas toujours pratique pour certaines personnes qui perdent un objet. Il n'y a donc aucune condition spécifique qui nécessite des accès à des fichiers particuliers. C'est le cas aujourd'hui parce que c'est un service intégré dans le Corps de police, mais, sur le fond, cela ne nécessite aucun accès à des fichiers particuliers que de rendre les objets remis au

Bureau des objets trouvés, qui pourrait très bien être, comme c'est le cas d'ailleurs dans d'autres communes de ce pays, un bureau purement privé.

Avec cette démarche, nous avons souhaité faire plusieurs choses. D'une part, nous voulons préserver une prestation aujourd'hui assurée par la Ville de Lausanne, qui n'est pas une prestation légale – elle est donc assurée à bien plaisir –, mais qui est appréciée de la population. M. Gaudard l'a dit, beaucoup d'objets déposés au Bureau des objets trouvés sont finalement rendus à leur propriétaire, ce qui signifie que ce bureau a bien une fonction utile de proximité. De ce point de vue, nous souhaitons pouvoir maintenir cette mission, quand bien même elle n'incombe pas nécessairement à la Ville de Lausanne. Donc, avec notre proposition, on préserve entièrement cette prestation. C'est le premier point.

Deuxième point, on fait des économies relativement importantes à terme. Il y aura évidemment une période transitoire, parce que nous allons réinsérer l'ensemble du personnel qui travaille aujourd'hui dans le Bureau des objets trouvés, mais, à terme, il y aura 200 000 francs d'économies par année pour la Ville. Et là, je me permets un petit clin d'œil au PLR, qui est parfois soucieux que l'on analyse les tâches de la collectivité publique et qu'on se concentre sur les tâches essentielles. D'ailleurs, il n'y a pas longtemps, j'ai vu circuler un postulat qui souhaitait que l'on réfléchisse à l'utilité d'avoir une inspection communale du travail à Lausanne. Il m'apparaît que dans l'ordre des priorités des tâches, le Bureau des objets trouvés est une tâche non légale dont nous pourrions nous séparer sans difficulté, et nous avons trouvé ici un *modus vivendi* qui permet de préserver la prestation à la population, de garantir au personnel qui y travaille aujourd'hui d'avoir un emploi à la Ville, de générer des économies pour la collectivité publique, tout en préservant la prestation. De plus, on profite de conduire avec cette opération un programme d'insertion qui, en principe, monsieur Gaudard, devrait plutôt profiter à des personnes FORJAD ou en réinsertion AI. On ne parle pas vraiment de chômeurs en fin de droit, mais de programmes FORJAD et AI – en tout cas a priori.

Cela paraît donc être une opération triplement gagnante : gagnante pour la population, puisque ces prestations seront préservées, pour la Ville, qui voit son budget allégé et son personnel maintenu et puis, enfin, pour la réinsertion, puisqu'on devrait pouvoir avoir un programme de réinsertion avec le nouveau bureau. C'est une bonne opération et une affectation judicieuse des deniers publics.

Pour répondre à la deuxième question, les conditions détaillées du mandat passé avec Caritas ne sont à ce jour pas encore définies. Cela me permet de rappeler qu'on est encore à l'état de projet. Il est bien avancé, et on espère que Caritas obtiendra les fonds cantonaux pour pouvoir le conduire. En tout cas, il y a un intérêt manifeste de Caritas à aller de l'avant. Je pourrai répondre à votre question une fois que ces conditions détaillées seront réunies, mais ce seront probablement des conditions assez similaires à celles qu'on peut avoir pour d'autres postes de travail équivalents.

Pour répondre à la troisième question, pour l'heure, c'est l'actuelle cheffe du Bureau des objets trouvés qui formera le maître socioprofessionnel qui prendra sa succession au moment où elle prendra sa retraite. La transition se fera donc en douceur, puisqu'on gardera quelqu'un qui travaille actuellement au Bureau des objets trouvés pour assurer la transition du mandat à Caritas.

Pour répondre à la quatrième question, le personnel de Caritas n'aura pas accès aux fichiers informatiques proprement policiers. Une réflexion devra encore avoir lieu s'agissant des fichiers du contrôle des habitants lausannois et du registre cantonal des personnes, tant avec Caritas qu'avec les détenteurs de ces deux fichiers, tout en rappelant que, pour l'essentiel, il s'agit de données publiques. En effet, une grande partie des données du fichier du contrôle des habitants sont publiques.

Pour répondre à la cinquième question, au départ à la retraite de l'actuelle responsable du Bureau des objets trouvés, c'est un maître socioprofessionnel qui reprendra la responsabilité du bureau.

Concernant la sixième question, j'y ai déjà répondu. A terme, on escompte une économie d'un peu plus de 200 000 francs par année et, à court terme, durant la période transitoire, puisqu'on va replacer le personnel qui travaille actuellement au Bureau des objets trouvés dans les services de la Ville, et vraisemblablement au sein du Corps de police, on escompte une économie d'environ 125 000 francs par année.

Pour répondre à la septième question, un plan de mobilité sera mis en place au sein du Corps de police, éventuellement plus largement au sein de l'Administration communale, conformément aux dispositions du Règlement du personnel de l'Administration communale. Leur salaire sera garanti et un suivi personnalisé a d'ores et déjà été mis en place. Puisque M. Gaudard a déjà un peu ouvert la discussion en rappelant que les Lausannois étaient attachés à cette prestation, je peux le rassurer, puisqu'on la maintient. Les Lausannois peuvent être entièrement rassurés : nous maintenons la prestation et nous ferons des économies.

Pour répondre à la huitième question, ceux-ci sont normalement vendus aux enchères au bout du délai légal, soit après un an ou cinq ans – cela dépend du type d'objet – sous le contrôle de la Justice de paix. Il s'agit d'une recette annuelle de l'ordre de 30 000 francs, cette vente n'étant mise sur pied que tous les deux ans. Il resterait à déterminer si d'autres modalités conformes à la loi pourraient être convenues avec la Justice de paix, comme la vente de gré à gré dans les magasins de Caritas. Mais a priori, dans le cadre actuel, on procède à une vente aux enchères, conformément aux dispositions légales. Je crois que ce montant entre dans la comptabilité générale de la Ville de Lausanne.

Pour répondre à la neuvième question, les différentes associations intercommunales de police ont toutes mis en place un bureau des objets trouvés qui leur est propre. S'agissant des synergies possibles avec d'autres partenaires, des tentatives ont été faites il y a maintenant cinq ans, mais elles n'ont pas abouti à des solutions satisfaisantes. C'est pourquoi on part aujourd'hui sur une solution propre. Mais ce n'est pas impossible que ces discussions évoluent à l'avenir.

Je rappelle que, s'agissant des CFF, on a maintenant un service – *Easyfind* – qui est centralisé en Suisse alémanique pour l'ensemble du pays. Les tl ont aussi adhéré à un système national depuis trois ans ; alors une collaboration régionale dans le cadre des compagnies de transport paraît plus difficile qu'elle ne l'était à l'époque.

La discussion est ouverte.

M^{me} Thérèse de Meuron (PLR) : – Je rappelle, s'il est encore besoin, que je suis vice-présidente de Caritas Vaud. J'aimerais apporter quelques précisions à ce que vous venez d'indiquer, monsieur Junod. Tout d'abord, je me réjouis que Lausanne, une fois de plus, offre des prestations particulières à la population, sans base légale, mais c'est le fait du prince. La population, vous l'avez dit, en est très heureuse ; eh bien, tant mieux !

J'aimerais aussi répondre à la question de l'interpellateur concernant la probité du personnel. En ce qui concerne le personnel de Caritas, je crois qu'on peut garantir sa probité. Evidemment, on les connaît, on a engagé ces personnes. Donc, comme tout employeur, après un certain temps, on connaît son personnel et on peut répondre de sa probité. En revanche, concernant la probité des personnes qui feront partie du programme d'insertion, on ne les connaît pas, donc on ne peut pas garantir leur probité – et non pas parce qu'on en doute ou parce qu'ils sont au bénéfice d'un programme d'insertion. Comme pour n'importe quel employeur, on ne sait pas tant qu'on ne les connaît pas.

J'aimerais aussi dire que c'est la Ville de Lausanne qui a approché Caritas pour mettre en place un dispositif d'insertion. Caritas a déjà beaucoup de dispositifs d'insertion, que ce soit de l'insertion sociale ou professionnelle, et elle est gourmande de ces programmes, puisque cela permet à des personnes de sortir soit du chômage, soit de l'aide sociale, et cela ne peut qu'intéresser Caritas. Caritas a donc préparé un concept qui sera discuté, je crois pouvoir le dire sans trahir de secret professionnel, dans deux jours avec la Ville de

Lausanne. Donc, pour l'instant, on ne sait pas ce qu'il en ressortira exactement. Ce que je sais, c'est que dans tous ces programmes d'insertion, il n'y a pas seulement des FORJAD, donc la formation pour les jeunes adultes en difficulté, mais aussi d'autres types de personnes, ce qui leur permet de se réinsérer.

Je termine en disant que je ne pense pas, contrairement à ce qui a été dit dans l'article paru dans le *24 heures*, qu'on pourra mettre en place ce programme début 2016 ; cela me paraît un peu prématuré. En effet, on est bientôt à fin 2015. Il faut le temps de la discussion avec le Canton, notamment parce que ce n'est pas les deniers de Caritas qui financeront ce programme d'insertion, mais ce sera le Canton, que ce soit par l'assurance-chômage, par le Service de l'emploi ou par le Service de prévoyance et d'aide sociale, qui sont financés dans le cadre de l'assurance de la facture sociale. Donc, évidemment, cela prendra un certain temps. Je ne pense donc pas qu'on puisse mettre en place ce programme avant fin 2016-début 2017. Pour le reste, je me réjouis que ce programme puisse commencer. Mais, au préalable, il faut être sûr que nous puissions le faire et qu'on puisse offrir cette prestation sans que cela pose des problèmes de confidentialité, comme l'a souligné l'interpellateur.

M. Denis Corboz (Soc.) : – Je n'ai pas de problème avec l'interpellation en elle-même, mais le côté urgent me questionne ; je ne vois pas en quoi cette interpellation devait être réglée dans la précipitation, et en tout cas ce soir.

La deuxième chose, qui me chicane un peu plus, c'est la tonalité générale de l'interpellation, notamment les commentaires de M. Gaudard sur les personnes qui sont à l'AI, en réinsertion professionnelle ou les chômeurs ; il se questionne sur la probité de ces personnes, sur leur faculté à pouvoir gérer un tel service ; vous jetez l'opprobre sur ces personnes, alors que vous ne l'auriez pas fait sur d'autres catégories professionnelles. Je regrette le ton, qui va dans cette direction sur l'intégralité de votre interpellation, et en particulier dans vos commentaires.

Dernier point, je suis surpris que vous qualifiez les économies de bouts de chandelle. A la fin de chaque année, quand la Municipalité essaye de vous proposer un budget à l'équilibre, on entend souvent le PLR proposer des mesures d'économie et être attentif à avoir un budget le plus équilibré possible. Quand la Municipalité vous fait des propositions, vous qualifiez ces économies de bouts de chandelle.

M. Alain Hubler (La Gauche) : – Je voulais dire un peu la même chose que M. Corboz, donc je ne vais pas insister.

J'ai quelques élèves qui suivent une mesure FORJAD, que je regarde avec un œil strictement identique à celui avec lequel je regarde les autres, et je continuerai, monsieur Gaudard, malgré vos insinuations. Cela étant dit, le groupe La Gauche est agréablement surpris et déstabilisé par ce projet. C'est ce qu'on peut appeler l'effet Maillard-Junod, qui fonctionne très bien dans pas mal de domaines. C'est bien joué, il faut le reconnaître !

On est très attaché aux services publics, et là il y a une sorte de privatisation si l'on peut dire, qui va dans le bon sens, comme on dit du côté du PLR. C'est donc bien joué. On n'a pas encore d'avis arrêté sur la question, mais je ne pense pas qu'on va protester avec véhémence, comme on avait protesté à l'époque contre le fait que la circulation à la place Centrale a été confiée à des securitas – c'est vieux. Il faut reconnaître de temps en temps que les socialistes ont des idées de génie qui permettent de mettre presque tout le monde d'accord, sauf M. Gaudard, qui n'aimerait pas externaliser ce service qui ne rapporte rien, mais qui aimerait externaliser des services qui rapportent, comme le stationnement ou, encore mieux – attention, monsieur Pidoux –, les Services industriels. Donc, quelle que soit la résolution, on va être franc, on ne va pas ergoter sur le libellé, à savoir si M. Gaudard a écrit que le Conseil communal souhaite que ou demande que ; on la refusera sans doute, à moins qu'elle soit aussi géniale que Maillard et Junod, ce dont je doute.

M. Benoît Gaillard (Soc.) : – J’emboîte avec plaisir le pas de M. Hubler pour ajouter un simple exemple à sa liste. En 2007, le parti de M. Gaudard avait tenu à autonomiser le Service des automobiles et de la navigation. Il ne rapportait pas beaucoup plus que ce qu’il coûtait ; en revanche, en termes de probité, il y avait deux ou trois questions à se poser pour cet établissement, qui avait été marqué par le scandale des caisses noires. Contrairement au Bureau des objets trouvés, ces employés ont accès aux bases de données. On vient d’être rassurés. Et je rappelle que l’établissement cantonal des véhicules, comme je crois qu’il devait s’appeler, aurait eu pouvoir, monsieur Gaudard, de vous retirer votre permis, de donner des amendes pour plusieurs centaines de francs, voire de prononcer des mesures plus graves que cela. Evidemment, cela pouvait faire l’objet d’un recours, mais les mesures étaient d’abord prononcées par ce service. Il était prévu d’autonomiser cela, de le soumettre à un conseil d’administration, de sortir le service de la Loi sur le personnel de l’Etat de Vaud, et de le sortir potentiellement de la CPV. Cela ne choquait personne à l’époque, et certainement pas le PLR. On peut donc s’amuser de ces scrupules soudains concernant le Bureau des objets trouvés.

J’ajoute une dernière chose : on parle ici, de temps en temps, d’économies sociales et solidaires, d’encourager le tiers secteur, de la collaboration entre le secteur associatif et le secteur public ; je crois qu’on est dans un de ces exemples parfaits. On est dans une tâche qui, visiblement, n’incombe pas forcément à l’Etat et à la collectivité. On peut trouver un mandat de délégation à une association et servir par ce biais le secteur associatif. On réalise des objectifs que vous avez par ailleurs soutenus, monsieur Gaudard, dans d’autres domaines quand on parlait d’économies sociales et solidaires. Donc là, on est dans la pratique, on a fait un peu de théorie ; saluons ce pas en avant.

M. Georges-André Clerc (UDC) : – J’ai deux questions pour M. Junod. Premièrement, est-ce que le personnel actuel est assermenté ? Deuxièmement, est-ce que les employés futurs de Caritas devront signer des accords de confidentialité ?

M. Grégoire Junod, municipal, Logement et sécurité publique : – Pour répondre à votre première question, j’imagine que oui, car il s’agit d’employés du Corps de police ; mais ce sont des civils, donc je ne peux pas vous répondre avec précision. A l’avenir, j’imagine qu’ils ne le seront pas. Comme je vous l’ai déjà indiqué, il y a des bureaux des objets trouvés dans ce pays, comme celui des CFF, qui sont entièrement privatisés. Ce n’est pas une tâche publique en tant que telle. Il n’y a donc pas a priori de nécessité d’assermenter le personnel qui travaillera dans ce bureau des objets trouvés. Peut-être que la question se posera pour le responsable. Ce sont des questions qui devront être clarifiées et précisées avec Caritas si ce mandat se concrétise. Mais, a priori, on n’aura pas tellement de difficulté à organiser les choses différemment d’aujourd’hui. Je rappelle que la loi prévoit qu’on doit récolter des objets et qu’on peut les remettre à un organisme extérieur.

M. Philippe Mivelaz (Soc.) : – Beaucoup de choses ont été dites. J’ai bu du petit-lait après l’intervention de M. Hubler, qui trouve que les socialistes ont parfois de bonnes idées. Mais j’aimerais revenir sur l’intervention de M. Gaudard. Il nous assène des affirmations comme étant des évidences, soit que les Lausannois sont très attachés à leur Bureau des objets trouvés. Par contre, il ne verrait pas tellement de problème à ce que l’on privatise l’Office du stationnement. Je pense à tous les détenteurs de macarons, par exemple, qui sont bien contents d’avoir un Office du stationnement qui fonctionne, et aux personnes non détentrices de macarons qui monopolisent des places dans des quartiers où il est parfois difficile de trouver une place. Avec un office de stationnement communal, on peut interpellier la Municipalité pour une éventuelle mauvaise gestion dans ce domaine. Je suis un peu surpris de ces affirmations. Je crois que les Lausannois sont attachés à la prestation et, comme cela a déjà été dit, on a ici une proposition gagnant-gagnant, une privatisation sociale, comme l’a relevé M. Hubler.

M. Fabrice Moscheni (UDC) : – Je salue avant tout l'intérêt de M. Junod pour nos finances. C'est vrai que c'est un souci qu'on partage avec lui. Je dis aussi toute mon admiration pour le travail fourni par Caritas.

Néanmoins, dans cette affaire, je crois que les aspects sociaux et financiers sont importants, mais il reste quand même l'aspect des données confidentielles. M. le municipal nous explique que cela ne changerait pas grand-chose. Mais le journal de la police et les systèmes de recherche de la police sont quand même des données importantes. Vous nous dites que les employés actuels seraient aussi bien ou aussi mauvais que ceux de Caritas ; mais je pense que l'Etat doit faire certaines tâches, entre autres réserver l'accès de certaines informations à des gens qui travaillent pour l'Etat, donc des fonctionnaires qui sont caractérisés par des obligations de réserve et de secret, qui sont généralement des gens qui travaillent longtemps à l'Etat et qui ne sont pas dans une logique de réinsertion, à moins que je me trompe. Les gens de Caritas, comme vous l'avez très bien défini, seraient dans cette position, dans une logique de réinsertion, c'est-à-dire qu'ils resteraient trois, quatre, cinq ou dix mois. Après, où iront-ils et que feront-ils avec leurs informations ? Qu'est-ce qu'on fera quand on aura des fuites de certaines données dans le domaine public ? Comment allez-vous nous expliquer que ce n'était pas prévisible ?

M^{me} François Longchamp (PLR) : – Comme le PLR a été à plusieurs reprises fustigé ce soir par la gauche de ce Conseil concernant les économies que la Municipalité pourrait faire, je rappelle que notre collègue Thérèse de Meuron a déposé, le 19 mai dernier, un postulat visant à proposer des économies intelligentes à la Municipalité qui vont dans le sens de ce que propose le PLR.

Chaque fois que M. Gaudard prend la parole, quel que soit le sujet, la gauche déferle contre lui, et c'est bien pour cela que ces attaques ont lieu ce soir. Mais il ne faut pas toujours incriminer le Parti Libéral-Radical. Je rappelle que M^{me} la conseillère municipale Florence Germond, je crois que c'était lors du débat sur les comptes, avait dit que le Parti Libéral-Radical parlait toujours d'économies, mais n'en proposait jamais. Chaque fois qu'on en propose, on nous les retoque.

M. Grégoire Junod, municipal, Logement et sécurité publique : – En l'occurrence, ce soir, ce n'est pas la gauche qui les retoque, madame la conseillère.

Je peux répondre à M. Moscheni. Peut-être que vous m'avez mal compris tout à l'heure ; je répète donc ce que j'ai dit : ces personnes n'auront pas accès aux fichiers de police. Aucun. Aujourd'hui, le Bureau des objets trouvés a cet accès parce que cette unité est dans le Corps de police. Mais il n'est pas nécessaire à l'existence d'un bureau des objets trouvés. Je crois que cela répond clairement à votre question ; il n'y aura aucun accès aux fichiers du Corps de police.

La seule question encore ouverte est une convention qui pourrait lier Caritas avec le fichier du contrôle des habitants, qui est d'une autre nature ; il n'y a pas de risque de fuite. Pour des données, qui ne sont actuellement pas publiques, cette question n'est pas réglée. Elle le sera le moment venu. M^{me} de Meuron a dit une chose très juste avant : on souhaite que le projet puisse démarrer en 2016 ; on avait planifié qu'il démarre en janvier 2016. Prudemment d'ailleurs, on n'a pas inscrit ces économies au budget 2016, ce qui signifie que s'il démarrait plus tard, cela ne poserait pas de problème de respect du budget.

Il se peut d'ailleurs qu'il ne se concrétise pas. Nous souhaitons qu'il puisse se concrétiser et aller de l'avant. Ce projet est devenu public par une fuite probablement issue du personnel concerné, ce que je peux très bien comprendre, et je n'ai pas de problème avec cela, ni avec le fait qu'on en parle aujourd'hui. Mais il y a une série de questions qui ne sont pas réglées à ce jour, comme l'a très justement dit M^{me} de Meuron tout à l'heure.

Par contre, il n'y aura pas d'accès à des fichiers de police ni au journal de police, donc il n'y a aucun risque de fuite.

M. Guy Gaudard (PLR) : – Vu que certains aspects de la collaboration potentielle avec Caritas ne sont pas réglés, je souhaite déposer une résolution.

Résolution

Le Conseil communal souhaite que la Municipalité définisse d'abord précisément les tâches qui ne peuvent pas être externalisées avant d'étudier, cas échéant, plusieurs variantes dont le maintien de la situation actuelle.

Il est passé à la discussion sur la résolution.

M. Cédric Fracheboud (UDC) : – J'ai une petite question pour le municipal, qui n'est pas sur la résolution. Je n'ai pas compris la collaboration entre le Bureau des objets trouvés et la police. Est-ce qu'il a toujours fonctionné comme cela ? Lorsqu'un objet trouvé est de provenance douteuse, est-ce que la police devra intervenir ? Comment cela fonctionnera-t-il ?

M. Alain Hubler (La Gauche) : – J'ai une question un petit peu naïve. A la lecture de la résolution, je me demande si ce n'est pas exactement ce que la Municipalité fait d'habitude quand elle a des projets. J'ai l'impression que la résolution de M. Gaudard est une façon de se faire briller à peu de frais. Mais, rassurez-moi, monsieur Junod, c'est bien ce que vous pensiez faire ? Et ce que tous les municipaux font d'habitude ?

M^{me} Thérèse de Meuron (PLR) : – Je ne vais pas parler de la résolution, j'aimerais juste revenir sur les propos de M. Grégoire Junod quant à la fuite dont il a parlé, qui viendrait du personnel. Je ne sais pas à quel personnel vous pensez, mais si c'est le personnel de Caritas, je peux vous dire que... (*M. Junod répond hors micro.*) Ah, ce n'était pas nous ! Merci, parce que la probité du personnel de Caritas n'est pas à prouver.

M. Philippe Mivelaz (Soc.) : – Effectivement, cette résolution ne dit rien. Il faut être clair, pour qu'un municipal socialiste envisage une externalisation d'une tâche quelconque, je peux vous assurer qu'il a pesé et étudié toutes les possibilités de maintien au sein de l'administration. C'est un projet intéressant justement par son aspect de réinsertion. Cela vaut la peine de poursuivre les réflexions dans ce sens ; c'est pourquoi j'invite mes camarades à ne pas soutenir cette résolution.

M. Fabrice Moscheni (UDC) : – Je n'ai pas très bien compris la réponse de M. Junod à mes craintes. Il nous dit que certaines données confidentielles auxquelles les employés actuels ont accès pour effectuer leur travail ne seront plus disponibles pour les nouvelles personnes qui travailleront pour Caritas. Ma question est pourquoi alors, aujourd'hui, les personnes qui travaillent dans ce bureau ont accès à ces données si elles n'en ont pas besoin ? Ou bien est-ce que cela veut dire que les prestations fournies aujourd'hui nécessitent l'accès à ces données et donc que le personnel de Caritas, qui n'aura plus accès à ces données, ne pourra pas délivrer les mêmes prestations ?

M. Laurent Rebeaud (Les Verts) : – Je me réjouis qu'on passe à une prochaine résolution, parce que le débat actuel est un peu surréaliste : le Parti Libéral-Radical défend une prestation des pouvoirs publics qui pourrait être privatisée, et des socialistes se donnent de la peine pour faire le contraire ; c'est le monde à l'envers ! Pour des bouts de chandelles ! Je veux bien, mais on est dans des questions de principe.

On n'a pas pu se concerter en groupe, alors je ne peux pas engager les Verts, mais je ne pourrai pas voter cette résolution, même si elle enfonce une porte ouverte. Cela ne fait pas de mal, de temps en temps, de confirmer des choses, mais si on votait cette résolution, cela voudrait dire implicitement qu'on soupçonne la Municipalité de ne pas prendre les précautions qu'on lui demande, et je ne veux pas être chargé de ce soupçon ; je voterai donc non.

M. Grégoire Junod, municipal, Logement et sécurité publique : – Vous faites décidément beaucoup de cas d'un projet qui n'est, à ce jour, pas abouti ; on est encore en discussion avec Caritas.

Je le redis, j'ai parlé de fuite, mais je pense qu'elle vient plutôt de l'administration communale. Cela dit, ce n'est pas vraiment une fuite, car ce projet n'est pas secret, il n'est pas classé confidentiel. Il y a visiblement eu des échos. Et c'est bien normal dans une administration aussi grande. Des discussions étaient en cours entre l'état-major de la police, la direction, respectivement ma personne s'agissant de ce projet d'externalisation des objets trouvés. S'il n'y avait pas eu une question orale, on ne discuterait pas de cette interpellation aujourd'hui et on travaillerait avec Caritas pour voir si le projet peut se concrétiser conformément aux exigences légales, qui doivent être respectées.

Je réponds maintenant à la question de M. Moscheni de manière précise. Effectivement, ils ont aujourd'hui accès à des fichiers qui ne sont pas nécessaires, parce qu'ils sont assermentés et sont membres du Corps de police. Beaucoup de fonctionnaires travaillent dans le Corps de police, y compris comme civils, et, parce qu'ils sont assermentés, ont accès à des fichiers dont ils n'ont pas nécessairement besoin pour leur activité immédiate. Vous avez notamment le personnel informatique ou qui s'occupe des tâches logistiques. Dans les tâches logistiques, il y a des policiers assermentés, qui ont travaillé comme policiers, mais qui ne travaillent plus comme policiers de terrain et exercent une fonction dans le domaine de la logistique ; ils n'en demeurent pas moins policiers de ce point de vue. Et c'est vrai pour des agents de transfert et de surveillance, pour des ASP, etc. C'est vrai pour beaucoup de monde au sein du Corps de police.

Le Bureau fédéral des objets trouvés des CFF n'a pas accès aux fichiers de police, mais cela ne l'empêche pas de fonctionner correctement. Donc la seule question qui demeure ouverte n'est pas celle des fichiers de la police, mais c'est la question de l'accès aux fichiers du contrôle des habitants, qui devra, cas échéant, se régler avec Caritas. On verra si on trouve une solution par rapport à cette question, si ces fichiers sont nécessaires à cette activité ou non.

Encore une fois, on discute d'un projet qui n'est pas concrétisé, mais pour lequel il y a des intentions favorables, aussi bien de la Ville que de Caritas. Cela me permet de répondre aussi à M. Hubler. On est en train de réfléchir à l'opportunité d'aller de l'avant avec ce projet. Ce n'est pas un projet cosmique, c'est un petit projet qui permettrait de faire un bout en termes d'insertion, un bout en termes d'économies et de garantir les prestations. Et si on peut le réaliser à ces conditions, nous le réaliserons.

M^{me} Thérèse de Meuron (PLR) : – M. Laurent Rebeaud nous dit que cette résolution enfonce des portes ouvertes. Peut-être bien qu'on va enfoncer une porte ouverte. Puisqu'on est dans le cadre d'un projet et de discussions entre la Ville et Caritas, il est clair que Caritas ne pourra pas non plus entrer en matière si des tâches ne peuvent pas être externalisées. C'est absolument clair ! Dès lors, cela va sans dire, mais c'est peut-être mieux de le dire, je vous invite à accepter cette résolution qui, encore une fois, ne fait que confirmer ce qui se fait d'habitude. Pourquoi ne pas le dire ?

La discussion est close.

Le scrutin est ouvert, puis clos.

La résolution Guy Gaudard est refusée par 47 voix contre 26 et 8 abstentions.

Le Conseil communal de Lausanne

- ouï l'interpellation urgente de M. Guy Gaudard et consorts : « Le bureau des objets trouvés est-il une tâche publique ? » ;
- ouï la réponse municipale ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

prend acte

de la réponse de la Municipalité à ladite interpellation.

Interpellation de MM. Pierre-Antoine Hildbrand et Mathieu Blanc et consorts : « RIE III : Lausanne compte-t-elle comme le Canton et assume-t-elle sa part de l'effort ? »

Développement polycopié

Le Commission des finances du Grand Conseil vaudois (Cofin) et le Conseil d'Etat ont communiqué lundi 31 août 2015 sur l'avancement du volet vaudois de la Réforme de l'imposition des entreprises 3.

La Cofin relève les efforts consentis par tous et valide l'entier des mesures prévues. Elle proposera au Grand Conseil d'adopter le projet tel que présenté. Une motion, d'ores et déjà soutenue par le Conseil d'Etat, demandera notamment une étude de la situation financière des communes.

Tout en se réjouissant du résultat des travaux de la commission, le Conseil d'Etat a immédiatement réagi en publiant une première analyse succincte sur la base des comptes 2013. Pudiquement, elle présente la situation financière des communes en mettant parfois Lausanne à part ou en n'en parlant pas.

Citée dans l'édition du mardi 1^{er} septembre du journal *24 Heures*, Madame la Conseillère municipale Florence Germond, directrice des finances et du patrimoine vert de la Ville de Lausanne conteste notamment le montant d'un « cadeau » précédent de 750 millions de francs, considérant que l'Etat oublie de soustraire les 162,1 millions de pertes fiscales des communes durant le même laps de temps.

Compte tenu de ce qui précède, nous nous permettons de poser quelques questions à la Municipalité :

- La Municipalité confirme-t-elle tous les chiffres relatifs à Lausanne de la nouvelle analyse cantonale ?
- La Municipalité pense-t-elle que la baisse fiscale pour l'ensemble des entreprises devrait être assumée par le seul Canton ?
- Peut-elle compléter l'étude avec les chiffres 2014 et les fournir au Conseil communal ?
- En particulier, la Municipalité peut-elle confirmer les engagements financiers bruts de la commune (2,9 milliard en 2013, voir p. 5), et présenter les chiffres 2014 en les complétant par les engagements financiers bruts et nets des fondations et autres structures dominées par la Ville?
- Quel aurait été l'impact de la mise en place du nouveau plan comptable harmonisé 2 « MCH2 » sur les comptes 2014?
- La Municipalité soutient-elle une réforme rapide de la péréquation intercommunale, sachant qu'elle est de la compétence des communes ?

Discussion

M. Pierre-Antoine Hildbrand (PLR) : – Vous avez reçu le texte de l'interpellation ; je ne vais donc pas la lire. Entretemps, vous avez vu que les travaux du Grand Conseil ont beaucoup avancé. La première lecture est terminée. Néanmoins, il y a eu quelques échanges d'aménités dans la presse qui ont impliqué un certain nombre de questions de ma part, ainsi que de Mathieu Blanc et d'autres membres du groupe PLR.

Réponse de la Municipalité

M^{me} Florence Germond, municipale, Finances et patrimoine vert : – Permettez-moi de faire un préambule avant de répondre directement à la première question, puisque le sujet est d'une extrême importance en matière de finances publiques, que ce soit pour la Confédération, pour le Canton ou pour les communes.

La Municipalité tient à souligner l'importance des enjeux liés à la réforme de l'imposition des entreprises pour les collectivités publiques. Il faut savoir que, depuis quelques années, la Suisse a mis en place des règles fiscales avantageuses pour l'implantation d'entreprises étrangères avec la création de ces fameux statuts spéciaux qui s'appliquent à celles dont la majorité du bénéfice est généré à l'étranger. Ces entreprises sont ainsi fiscalisées de façon extrêmement avantageuse en comparaison internationale, et rapatrient des bénéfices en Suisse pour bénéficier de ces tarifs. Cela crée évidemment un certain nombre de difficultés pour certains pays, qui voient s'envoler une partie des recettes fiscales générées sur leur territoire. C'est important de rappeler cet élément dans ce débat.

La communauté internationale a donc décidé de mettre sous pression la Suisse et les autres pays qui pratiquent ces méthodes fiscales. Donc, à court terme, craignant des mesures de rétorsion au niveau international, la Confédération est contrainte de légiférer pour mettre sur pied d'égalité les entreprises actives en Suisse et celles qui le sont à l'étranger. La communauté internationale demande que les entreprises soient toutes fiscalisées au même taux. Et c'est là que le bât blesse et que nous sommes pris à notre propre piège, si j'ose dire, puisque, pour maintenir les activités économiques et les emplois générés par ces entreprises, nous sommes obligés de réduire drastiquement le taux d'imposition de toutes les entreprises, engendrant ainsi potentiellement des pertes fiscales extrêmement importantes pour les collectivités publiques de ce pays. Et c'est précisément ce qui est en train de se passer sur le plan fédéral et cantonal.

Le paquet fiscal proposé au plan cantonal prévoit un passage de la fiscalité des entreprises de 21,8 points à 13,8 points nets ; il s'agit donc d'une très grosse baisse fiscale. Concernant la Confédération, il faut savoir que ces statuts spéciaux ne prévoient aucun abattement sur l'impôt fédéral direct, donc par le biais de ces statuts fiscaux, la Confédération est complètement dans une situation « *Win-Win-Win* », puisqu'elle touche les entrées fiscales générées par les statuts spéciaux et qu'elle ne prévoit pas d'abattement. Ce sont les communes et les cantons qui font aujourd'hui ces efforts d'abattements fiscaux. Grâce à cette politique de statuts spéciaux, la Confédération génère la moitié de ses recettes fiscales sur les personnes morales, soit environ 4 milliards. Donc la Confédération a un intérêt massif à ce que ces entreprises restent, et elle est prête à mettre des montants conséquents pour compenser ces pertes fiscales pour les cantons et les communes.

Dans le paquet actuellement en discussion aux Chambres, la Confédération change un peu la clé de répartition des IFD, ce qui correspond environ à un milliard mis sur la table pour compenser les pertes. A son tour, l'Etat de Vaud a prévu de redistribuer environ un tiers de cette manne, soit 33 millions environ – cela dépendra des chiffres en temps voulu – pour compenser ces pertes. Voilà pour le contexte global.

Pour revenir à l'interpellation de ce soir, il est fait référence à des propos que j'ai tenus dans un article de presse. Il s'agissait d'évoquer la précédente baisse de la fiscalité, négociée dans le cadre d'une augmentation, pour les employeurs, des allocations familiales de manière échelonnée entre 2013 et 2016. Il a été décidé, dans le cadre de ce paquet, de diminuer le taux de l'impôt sur les entreprises de 9,5 % à 8,5 %, soit une perte de 10 % pour les collectivités publiques : pour la Commune de Lausanne, qui a des recettes fiscales pour les entreprises de l'ordre de 100 à 120 millions. Cela représente donc entre 10 millions et 12 millions de perdus dans le cadre de ce premier paquet, avec un impact en 2014 et 2016 – vous en verrez encore les effets dans le budget 2016. Dans le cadre de cette négociation, le Canton de Vaud présente des montants à hauteur de 750 millions offerts en contrepartie aux communes. Mais je me permets de rappeler que ces 750 millions ne tiennent pas compte de la baisse fiscale ; si l'on retranche la baisse fiscale pour les communes, on est alors à un montant de 600 millions.

Par ailleurs, pour l'anecdote, il faut savoir que ce même montant – ce que je n'ai pas dit dans la presse, mais que j'ai l'occasion de dire ce soir grâce à l'intervention de M. Hildbrand – comprend un montant de 50 millions qu'il était prévu de consacrer aux

éventuelles mises aux normes concernant les constructions scolaires que l'Etat avait, éventuellement, l'intention de mettre en place. Comme l'Etat a finalement renoncé à mettre en place ces normes de construction scolaire, qui auraient fait augmenter massivement leur coût, il a estimé qu'il y avait une économie de 50 millions pour les communes. Donc, ce montant de 100 millions comprend cette économie de 50 millions. On peut voir que l'Etat fait parfois preuve d'une certaine créativité. Donc, à mon sens, pour être plus rigoureux intellectuellement, on est plutôt autour d'un montant de 550 millions, négocié dans le cadre du précédent paquet fiscal, ce qui correspond aux précédentes pertes fiscales.

Il est essentiel de rappeler l'effort très conséquent fourni par les communes depuis le début des années 2000 pour aider l'Etat à assainir ses finances par le biais du changement de la répartition du financement de la facture sociale, payée à deux tiers par l'Etat et à un tiers par les communes ; depuis le début des années 2000, les communes ont repris la moitié de la facture sociale. A ce montant, si on rétrocalcule, c'est-à-dire si on part de l'hypothèse que l'on est resté au système antérieur, les communes ont mis sur la table environ 2,5 milliards pour assainir les finances de l'Etat de Vaud. Il faut savoir que la diminution de la dette, qui a passé d'environ 9 milliards à 1 milliard, a été en partie assumée par les communes, à hauteur de 2,5 milliards. C'est essentiel de le rappeler.

Ceci dit, je réponds à votre première question. Il s'agit évidemment de chiffres officiels. Mais l'utilisation qui en est faite est cependant orientée ; c'est de bonne guerre, vous allez me dire. Les chiffres figurant dans ce document présentent les marges d'autofinancement de l'Etat et des communes. Comme ce débat est assez compliqué, il est important de rappeler ce qu'est la marge d'autofinancement : c'est le cash-flow dégagé par le budget de fonctionnement et qui permet de financer les investissements. Je prends un exemple : l'Etat a déclaré dans le document qui a été rendu public que sa marge d'autofinancement en 2013 était de 190 millions – évidemment, cette information est totalement exacte –, et que celle des communes est de 570 millions – information également exacte. Par contre, l'Etat a omis de mentionner que cette même année il a recapitalisé sa Caisse de pensions à hauteur de 730 millions de francs. Donc, si l'on ajoute les 735 millions aux 190 millions, on arrive à une marge d'autofinancement de l'Etat de 925 millions ; si vous la comparez aux 570 millions précédents, l'image que l'on donne est légèrement différente.

Certes, l'Etat a sorti ce montant pour financer sa Caisse de pensions, mais c'est un élément ponctuel. C'est donc un peu fort de café de dire que ce pauvre Etat n'avait que 200 millions de marge d'autofinancement face aux communes, qui en avaient 570 millions, en oubliant d'évoquer ce chiffre dans cette publication publique. Comparer ainsi des marges d'autofinancement de l'Etat et des communes, sans faire référence à la répartition des tâches et à la comptabilité des différentes entités, c'est trahir légèrement l'honnêteté intellectuelle. Je donne un exemple très simple, qui vous parlera de suite : prenons l'école, la mission de l'Etat et la répartition des tâches et des financements en matière de scolarité. L'Etat prend en charge les salaires, donc, évidemment, cela a un impact sur son budget de fonctionnement. Les communes, pour leur part, construisent des écoles – c'est leur mission –, donc elles financent des investissements. Prenons enfin une autre grande différence importante : l'Etat finance une bonne partie de ses investissements par une prise en charge du service de la dette pour les EMS ou les institutions, et cela impacte également son budget de fonctionnement. Donc, si l'on veut réellement étudier la santé économique de deux entités, il faut voir ce qui reste à la fin, lorsque l'on a fait tourner les deux moulinettes du budget de fonctionnement et d'investissements.

Si on reprend ces mêmes chiffres publiés par l'Etat et que l'on compare 2011 à 2012 et 2013, que s'est-il passé ? Si on met en regard le budget de fonctionnement et les investissements, l'Etat a vu sa situation financière s'améliorer de 40 millions, et a par ailleurs recapitalisé sa Caisse de pensions pour 1,3 milliard. De l'autre côté, les communes, si on met en regard leur marge d'autofinancement et leurs investissements, se sont endettées de 630 millions pour assurer leur mission. Voilà une belle démonstration. Avec

les chiffres publiés par le Canton, on voit que l'Etat affiche une marge de 200 millions d'autofinancement et que les communes en ont environ 600 millions, mais quand on regarde l'impact sur la dette – et que l'on se pose la question : est-ce que ce sont les communes qui ont dû s'endetter ou l'Etat ? –, on a une situation complètement différente. Je confirme donc que les chiffres sont corrects, mais qu'ils ne reflètent pas totalement, à mon sens, la réalité économique.

Concernant la deuxième question, merci pour cette intéressante question. Comme exprimé par l'intermédiaire des médias, ou même en réponse à la résolution déposée suite à l'interpellation Felli en avril passé, je crois que la Municipalité et les communes ont pu, à différentes reprises, dire qu'elles étaient convaincues de la nécessité d'une réforme de l'imposition des entreprises. La Ville de Lausanne et l'Union des communes vaudoises soutiennent ce paquet ; elles l'ont dit lors des prises de position officielles de l'Etat, qui prévoit non seulement des baisses fiscales, mais aussi une importante augmentation du pouvoir d'achat des citoyens et des citoyennes, via une augmentation des subsides LAMAL et une augmentation des allocations familiales, élément qui est évidemment à saluer.

Par contre, les communes vaudoises, à une quasi-unanimité, confirmée lors d'une rencontre le 10 septembre dernier à Yverdon, ont adopté une résolution et s'opposent à l'anticipation de la réforme sans compensation ; elles acceptent l'anticipation, pour autant qu'elle soit accompagnée d'une compensation des pertes. Elles contestent encore l'utilisation des montants investis par l'Etat à la Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE) comme mesures de compensation, puisque c'est bien ce qui a été proposé dans l'exposé des motifs. Il faut savoir que, certes, des montants intéressants, mais relativement modestes en comparaison des coûts totaux injectés en supplément de la FAJE, sont liés à la création de places ; c'est très bien pour développer la prestation, et ceci est à saluer, mais en termes de finances publiques, pour les communes, ces montants mis à disposition par l'Etat permettent uniquement de financer des dépenses supplémentaires, puisque l'Etat finance aujourd'hui environ 8 % de l'accueil de jour, les communes 40 %, les parents 40 % et les employeurs environ 10 %. Ainsi, lorsque l'Etat met 1 franc sur la table pour financer les crèches et garderies, cela signifie 5 francs de dépenses pour les communes. C'est donc intéressant, mais cela ne compense absolument pas les pertes fiscales.

Il faut aussi rappeler que, lors des longs mois de négociation, l'Etat a systématiquement annoncé compenser une éventuelle anticipation ; ce n'est pas un secret, puisque l'Etat l'a dit publiquement à diverses reprises. A ce sujet, une résolution du député Venizelos a été adoptée à la quasi-unanimité du Grand Conseil, et l'article qui relatait les débats au Grand Conseil en avril 2015 disait ceci : « Selon l'engagement du ministre libéral-radical des Finances, le Canton prendra à sa charge le coût qu'impliquera pour les communes une telle accélération ». Le Grand Conseil a marqué son souci et son soutien aux communes.

Cette préoccupation était partagée par votre Conseil. En avril 2015, le Conseil communal a voté la résolution Blanc et Hildbrand, qui disait : « Le Conseil communal souhaite que la Municipalité soutienne les efforts du Conseil d'Etat dans la négociation et l'élaboration d'une feuille de route pour RIE III prévoyant des mesures de compensation pour les communes les plus touchées. » Encore une fois, votre Conseil a bien marqué l'importance de cette question.

La position de la Municipalité a été systématiquement celle que je viens de présenter, soit d'accepter le paquet global tout en s'opposant à l'anticipation de la réforme sans compensation. Je crois pouvoir dire que vos représentants au sein de la Municipalité ont travaillé dans ce sens.

Avant de conclure sur cette question, il me semble important de rappeler les enjeux : les villes sont le poumon économique de ce pays. Ce sont elles qui génèrent une très forte part des recettes liées aux personnes morales. C'est normal, c'est là que se déroule l'activité

économique. Mais si on coupe dans ces recettes, ce seront les centres, moteurs économiques du pays, qui seront touchés. L'Union des villes suisses a publié récemment des chiffres qui indiquent qu'entre 2003 et 2013, la Confédération a pu réduire ses dettes de 12 milliards, les cantons de 8,4 milliards, mais que les cinquante villes de ce pays ont vu leurs dettes augmenter de presque 4,5 milliards. On voit donc qu'il y a une péjoration importante de la situation financière ces dix dernières années. Ce n'est pas une situation lausanno-lausannoise, mais celle des villes de ce pays.

Pour répondre à la troisième question, la Municipalité peut vous donner les chiffres lausannois. Si vous les souhaitez, je pourrai compléter par écrit. J'avais cru comprendre que vous souhaitiez obtenir le chiffre concernant la marge d'autofinancement de 2014 ; celle-ci s'est élevée à 122 millions. Vous avez eu cette information dans le cadre du boucllement des comptes. Evidemment, nous n'avons pas les données pour toutes les communes. Il y a un gros travail statistique à faire, et nous attendons avec impatience les éléments que nous donnera le service Statistique Vaud ; à ma connaissance, ils ne vont pas tarder.

Pour répondre à la quatrième question, les engagements bruts de la Commune s'élèvent à 2,946 milliards en 2013 et à 2,936 milliards en 2014, comme vous avez pu le constater lors du boucllement des comptes et des préavis respectifs en 2013 et 2014 ; ces informations y ont été présentées. Il s'agit plus particulièrement d'engagements courants envers les entités particulières, des dettes à court, moyen et long terme, des provisions, ainsi que des passifs transitoires. Cela va au-delà des dettes, mais représente différents engagements. Les impacts nets liés aux fondations font également partie de ce montant.

En ce qui concerne les sociétés dominées à 100 % par la Ville – SI-REN, LFO, Parkings-Relais SA et SiL – les engagements financiers bruts s'élèveraient à 150 millions, et 100 millions au net. Cette estimation a été réalisée sur la base des rapports financiers de ces entités. Il s'agit d'une estimation, car ces entités ne présentent pas leur bilan de la même façon que la Ville, et présenter les engagements bruts pour les fondations et structures dominées par la Ville nécessiterait une analyse complémentaire qui demanderait beaucoup plus de temps.

Pour répondre à la cinquième question, je sais que beaucoup d'espoirs reposent sur le nouveau plan comptable, mais, comme tout plan comptable, il donne une certaine latitude et il ne sera pas mis en œuvre avant 2018. Les communes et l'Etat disposeront d'une relative marge de manœuvre par rapport aux éléments qu'ils pourront y implémenter. Par exemple, l'Etat, qui a passé au MCH2, a mis l'ensemble des actions BCV à zéro dans son bilan pour la part obligatoire, permettant d'ailleurs, lors d'un des boucllements des comptes, sauf erreur 2010, d'inscrire 730 millions d'écritures de boucllement. Même MCH2 permet certaines latitudes dans la présentation du bilan. Plus précisément par rapport à la situation de la Ville, consolider les entités dominées par la Ville impliquerait vraisemblablement des engagements nets supplémentaires qui viendraient péjorer le bilan d'environ 100 millions, selon une première estimation. Ces éléments seraient évidemment compensés par différentes revalorisations. Comme la Municipalité vous l'a écrit dans les différents préavis de boucllement des derniers comptes, le bilan de la Ville contient des réserves latentes importantes, notamment en matière de participation, vraisemblablement de l'ordre d'un demi-milliard, et également des réserves latentes au niveau des bâtiments et des parcelles qu'elle possède.

Pour répondre à la sixième question, je peux le confirmer et le dire officiellement : le soutien de la Municipalité est acquis sur le principe d'une refonte de la péréquation, mais le soutien de la Municipalité au projet final, qui sera présenté devant le Parlement, dépendra du résultat des négociations et de ses effets sur la Ville.

La discussion est ouverte.

M. Pierre-Antoine Hildbrand (PLR) : – Je tiens à remercier la Municipalité, en particulier M^{me} Germond, pour ses réponses précises. Je vous annonce le dépôt d'une

résolution qui, je l'espère, trouvera un aussi large soutien que la dernière résolution sur le même sujet il y a seulement quelques semaines. Evidemment, sa teneur a un peu changé, mais j'espère que cela ne sera pas un motif de refus.

Résolution

Le Conseil communal souhaite que la Municipalité soutienne la mise en œuvre vaudoise de la Réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) ainsi que le principe d'une participation supplémentaire de l'Etat aux coûts de l'accueil de jour des enfants et une compensation pour les communes les plus touchées par les pertes fiscales de l'anticipation en 2017-2018.

Il est passé à la discussion sur la résolution.

M. Jean-Luc Chollet (UDC) : – Tout d'abord, je réserve un bon accueil à ce projet de résolution, qui va dans le sens souhaité par l'ensemble des communes, et pas seulement la nôtre. Il faut savoir qu'un certain nombre d'entreprises qui bénéficiaient d'allègements fiscaux jusqu'à présent paieront davantage d'impôts. Il faut savoir également que la plupart de nos PME, qui constituent la majorité du tissu économique de ce Canton, et partiellement de cette Ville, en paieront moins. Nous devons donc regarder le verre à moitié vide et nous dire que le fait de payer moins d'impôts permettra de redynamiser ces entreprises avec, le cas échéant, une expansion et un dynamisme accru, et la création de nouveaux postes de travail. N'oublions pas non plus les comités et fédérations entre autres sportives, qui ne paient pas du tout d'impôt et pour lesquels cela ne changera rien du tout. Donc, parions plutôt sur les PME, qui seront redynamisées par cette baisse fiscale.

J'aimerais aussi dire que lors des discussions que nous avons eues mardi passé au Grand Conseil, l'axe fort du Conseil d'Etat m'a personnellement impressionné – je ne suis peut-être pas le seul – par un *gentleman's agreement* entre le PLR, ministre des Finances, et le socialiste, président du Conseil d'Etat, unis dans une même voix pour vanter le côté positif de ces accords et fustiger tous ceux qui se permettaient, sinon de les critiquer, du moins d'en douter. Le résultat a été tout bonnement impressionnant. Mais au-delà de l'anecdote, n'oublions tout de même pas que, dans une négociation, une concession d'un côté est une avancée pour l'autre, et il faut arriver à ce que les sacrifices et les avancées s'équilibrent. Tant le président du Conseil d'Etat que le conseiller d'Etat en charge des finances ont insisté sur le fait que les sacrifices et les avancées avaient été répartis équitablement – et nous n'avons pas d'éléments concrets pour en douter – et que tout ce projet n'aurait jamais passé le cap de la gauche au Conseil d'Etat et, finalement, au Grand Conseil si les avancées sociales n'avaient pas été réelles et concrètes. Je crois donc qu'il y a également pour la Ville de Lausanne une avancée, une opportunité qu'il nous faudra saisir.

Je termine par une remarque concernant l'accueil de jour des enfants. Il faut comprendre que, à Lausanne – nous l'avons réalisé depuis bien des années –, l'accueil de jour des enfants est une évidence, parce que nous avons une grande concentration d'enfants par unité de surface et que les transports scolaires ne se posent pas du tout dans les mêmes termes que dans l'arrière-pays, où la densité de population est beaucoup plus faible et où le fait de devoir continuer à payer les transports scolaires, qui coûtent la peau des fesses aux communes, et en même temps de créer de toutes pièces des structures destinées à nourrir ces enfants durant la pause de midi pose des problèmes en termes de logistique et de finances qui sont tout simplement insurmontables. Alors, essayons de penser également que le Canton ne s'arrête pas au Chalet-à-Gobet et d'avoir un un peu plus de compréhension par rapport à des municipalités, pas forcément toutes de droite et pas forcément mal intentionnées, qui paniquent littéralement en faisant tourner la calculatrice en voyant combien cela leur coûtera.

M. Philippe Mivelaz (Soc.) : – Pour le groupe socialiste, la feuille de route du Conseil d'Etat présente des avantages, notamment pour les avancées sociales – je parle évidemment des 90 millions supplémentaires pour les allocations familiales, des 50 millions pour l'accueil de jour et des 40 millions pour les subsides d'assurance-maladie.

La suppression des statuts spéciaux va aussi dans le sens d'une fiscalité plus juste à laquelle les socialistes sont attachés. La baisse d'impôts, c'est moins évident, vous l'avez compris, mais la préservation d'emplois dans notre Canton doit aussi entrer dans nos réflexions.

Le lien fait entre le taux d'imposition et le niveau d'emploi est difficile à établir ; cela joue certainement un rôle, mais, dans ce cadre, la marge de manœuvre des villes pour construire des infrastructures, pour l'accueil de l'enfance, pour garantir la sécurité joue aussi un rôle. Or c'est cette marge de manœuvre que l'on essaye de maintenir ici, à Lausanne, en demandant de justes compensations des pertes fiscales, qui seront plus lourdes pour les villes-centres, qui ont une part d'imposition des entreprises plus grande dans les recettes fiscales. Cette marge de manœuvre est donc extrêmement importante, et force est de reconnaître que, petit à petit, elle tend à diminuer, comme l'a très bien expliqué M^{me} Germond, avec des reports de charges de la Confédération vers les communes.

Dans la lignée de la résolution précédente, qui allait dans le même sens, nous soutiendrons cette résolution, notamment par rapport à la demande d'une juste compensation. Le groupe socialiste soutiendra cette résolution, mais pas à l'unanimité, comme vous pourrez le constater.

M. Hadrien Buclin (La Gauche) : – Sans surprise, le groupe La Gauche refusera la résolution de M. Hildbrand. Nous avons déjà eu l'occasion d'exprimer notre opposition de fond à la troisième réforme de l'imposition des entreprises dans le cadre de la discussion sur l'interpellation de M. Felli. Selon nous, il s'agit d'un gigantesque cadeau fiscal que se partagera un petit nombre de très grandes entreprises du Canton, celles qui réalisent des grands bénéfices, puisque le cadeau sera proportionnel à l'importance des bénéfices réalisés. Il y aura 500 millions en moins pour le Canton de Vaud et 60 millions en moins pour la Commune de Lausanne.

A nos yeux, les plans d'économies sont déjà préprogrammés dans les services publics, et les attaques contre les employés de la fonction publique communale ou cantonale sont déjà aussi préprogrammées avec ce formidable cadeau fiscal aux grandes entreprises. Une troisième conséquence probable, ce sera des hausses d'impôts pour les personnes physiques, puisque les 60 millions de baisse des recettes que subira la Ville de Lausanne pourront difficilement être éponges autrement que par une hausse du point d'impôt. Donc, ce cadeau aux grandes entreprises sera payé très vraisemblablement par les contribuables. Voilà les raisons pour lesquelles nous nous opposerons à la résolution de M. Hildbrand.

M^{me} Germond a rappelé que les communes avaient critiqué l'anticipation par le Grand Conseil de la réforme sur le plan fédéral. Un élément nouveau, sorti il y a quelques jours, doit être rappelé : le Conseil d'Etat genevois a publié un communiqué de presse qui disait qu'il était impossible, pour l'instant, d'anticiper la baisse dans des délais rapides, puisque les contours de la réforme au niveau fédéral étaient encore inconnus. Cela fait donc apparaître le plan de route du Conseil d'Etat vaudois comme très aventuriste, puisque même le Conseil d'Etat genevois, à majorité de droite, n'ose pas se lancer à la même vitesse que le Canton de Vaud. On voit bien que la situation est loin d'être claire et que les compensations promises aujourd'hui pourraient s'avérer être des mirages, notamment lorsque les finances cantonales plongeront dans le rouge ; en effet, avec 500 millions en moins, il suffirait d'un petit retournement conjoncturel de l'économie vaudoise pour que l'on ait des déficits très importants, et donc un accroissement de la pression aux reports de charges sur les communes.

Tout cela est entouré de nuages, de nombreux nuages, et de nuages noirs, à tel point que même le Conseil d'Etat genevois freine des quatre fers dans cette affaire. Par conséquent, nous sommes très inquiets de l'évolution de la situation et nous envisageons et examinons la possibilité de lancer un référendum cantonal contre ce cadeau fiscal aux grandes entreprises.

M. Romain Felli (Soc.) : – Je ne m’exprime pas au nom de mon groupe, mais en mon nom propre. J’ai un point de vue assez différent de celui de mon groupe sur cette question.

J’aimerais juste rappeler deux ou trois éléments de cette réforme de l’imposition des entreprises. C’est une réforme qui nous vient de la droite, majoritaire au niveau fédéral, je le rappelle, mais qui est aussi majoritaire au Grand Conseil vaudois. Nous avons déjà eu des expériences de ces réformes d’imposition des entreprises. La dernière en date, la réforme d’imposition des entreprises II, qui avait été lancée par M. Mertz – dont le parti m’échappe à l’instant –, nous promettait 80 millions de baisse d’impôt pour les PME. Il en a résulté 400 à 600 millions de déficit annuel pour la Confédération. Ce genre de réforme ne bénéficie pas aux communes et aux collectivités publiques, comme vous l’avez compris et comme l’a bien expliqué M^{me} la municipale.

On nous parle souvent, et on en a parlé lors de la précédente interpellation, de responsabilité fiscale, de la nécessité d’équilibrer les comptes communaux. Eh bien, les dettes publiques ne résultent pas que de dépenses excessives. Les réformes de l’imposition des entreprises – I, II et III – assèchent systématiquement les finances des collectivités publiques, que ce soit au niveau communal, au niveau cantonal ou au niveau fédéral. On nous parle de compensation, ce que nous promet le Canton et que le Canton espère de la Confédération, mais cet argent ne tombe pas du ciel – je ne parle pas des compensations qui seraient payées par les entreprises sous forme de subventions ou d’allocations familiales. Les compensations cantonales assèchent la caisse cantonale, et quand le Canton attend des compensations fédérales, c’est évidemment l’argent qui est alloué à quelque chose d’autre au niveau fédéral qui serait détourné pour financer ces compensations. C’est donc une espèce de course à l’échalote géante qui se joue.

Se reposer sur cette idée qu’on aurait des compensations cantonales et fédérales c’est se tirer une balle dans le pied. C’est pourquoi je ne peux pas comprendre, à la fois en tant que socialiste – mais c’est un débat interne à mon parti – et, surtout, en tant que Lausannois que l’on souhaite cette réforme d’imposition des entreprises qui est si néfaste, qui est même funeste pour les finances communales, pour financer toute la politique que nous essayons de mener sur le plan social et sur le plan du service public. L’assèchement des finances qui découlera de ce genre de réforme sera payé par une perte de qualité des services publics et par des pertes de prestations. Elle sera donc payée par les petites gens que nous essayons d’aider au quotidien quand nous menons une politique de gauche dans cette ville. Je pense que la gauche ne doit pas soutenir cette résolution, et j’invite mes camarades de gauche à la refuser.

M. Mathieu Blanc (PLR) : – Je serai bref, parce que je crois que le débat s’est fait, et se fera encore, au Grand Conseil, et c’est l’hémicycle qui en est compétent.

Naturellement, cette réforme a des conséquences importantes pour la Commune de Lausanne. Cela fait aussi débat chez nous. Je comprends qu’il puisse y avoir un débat à gauche, mais, à droite, il y a aussi un débat pour savoir quelle forme doivent prendre ces compensations, ces augmentations d’offre en l’accueil de jour pour que les communes ne soient justement pas pénalisées dans ce cadre. C’est donc un soutien non seulement à la baisse de l’imposition des entreprises, mais aussi à un certain nombre d’aides, de prestations sociales supplémentaires, notamment en termes d’assurance-maladie. Elles ne sont pas toujours très faciles à voter par la droite de l’hémicycle au Grand Conseil, mais on le fait justement parce qu’il s’agit d’un paquet.

La résolution qui vous est proposée ce soir, monsieur Felli, met justement l’accent sur un soutien à quelque chose qui est indispensable à notre économie. De l’argent reviendra aux ménages et à des gens directement ou indirectement par le biais des entreprises ou des employés, à des gens qui pourront dépenser ; c’est aussi un paquet pour les allocations et d’autres aides aux ménages vaudois et lausannois. C’est aussi l’objet de cette résolution, qui va soutenir l’action des communes.

Une fois n'est pas coutume, et parce que j'ai apprécié son discours au Grand Conseil il y a deux semaines, je reprends quelques termes de notre conseiller d'Etat – c'est la première fois, je crois, que je cite un socialiste dans cet hémicycle. Pierre-Yves Maillard se demandait : « Où en serait-on si, aujourd'hui, on vous proposait de détricoter le paquet RIE III ? Si on vous demandait de revenir en arrière, est-ce que vous voudriez ne plus avoir un taux pour toutes les entreprises, mais aider les multinationales en baissant leur taux et en augmentant celui des petites entreprises ? » Je ne crois pas que vous seriez d'accord, monsieur Felli. Il tendait à dire, et je partage son opinion sur ce point, que l'extrême gauche a tendance à seulement s'opposer et à ne pas chercher à construire ou à se faire les chantages d'un équilibre budgétaire ; ce n'est pas leur nature, a-t-il dit. Je me dois de constater que, malheureusement, ceci est aussi le cas dans l'hémicycle lausannois. Je vous invite donc à voter la résolution présentée par mon collègue Hildbrand.

Le président : – Merci d'être concis.

M. David Payot (La Gauche) : – Je crois que cela n'a pas échappé à M. Blanc, nous sommes en train de jouer un rôle à peu près inversé à celui d'habitude. Nous avons une large majorité PLR et socialiste qui intervient et œuvre pour péjorer les comptes de l'Etat, et une extrême gauche qui se retrouve à essayer de défendre des finances publiques équilibrées sur le long terme et un objectif d'équilibre financier. Notre objectif, contrairement à ce que vous pouvez croire, n'est pas que l'Etat s'endette indéfiniment, mais qu'il puisse assumer ses tâches et avoir les moyens de le faire.

Personnellement, je trouve qu'il est important de souligner l'importance de la responsabilité financière. Ce paquet ne tient pas debout ; il promet des baisses fiscales pour les entreprises, et, pour essayer de les rendre plus acceptables pour la population, pour les communes et pour les autres échelons promet encore d'autres dépenses de l'Etat, même si elles sont tout à fait louables dans leur principe. Ce sont simplement des promesses qui ne pourront pas être tenues sur le long terme sans avoir de coupes drastiques ailleurs.

Si je prends uniquement les chiffres du Conseil d'Etat, ce qui ne me paraît pas être une source particulièrement subversive, entre 2012 et 2016, la baisse des points d'impôt représente une baisse d'impôt de 93 657 000 francs pour le Canton et les communes. Si on comptabilise ensuite les pertes fiscales, les dépenses supplémentaires et le coût supplémentaire de la péréquation fédérale annoncés avec la RIE III, on se retrouve, pour le Canton et les communes, à 381 millions de moins chaque année. Avec ces résultats, quels seraient les résultats des comptes du Canton et des communes depuis les dix dernières années ? Les résultats seraient très clairs : nous aurions des déficits continus depuis dix ans. Comment espérez-vous arriver à compenser cela ? Est-ce que vous espérez arriver à le compenser en faisant venir des entreprises d'autres cantons ? Peut-être que vous espérez attirer les entreprises genevoises avec un taux à 13,79 %, alors que Genève promet un taux de 13 %, que vous espérez attirer les entreprises lucernoises, qui ont déjà un taux à 12 %, ou que vous espérez avoir des entreprises qui viennent de l'étranger.

Il est vrai qu'en Suisse, selon les chiffres officiels, nous ne gérons que 22 % du commerce maritime mondial, nous ne négocions qu'un tiers du cuivre mondial, ainsi qu'un tiers du pétrole mondial et gérons un tiers des fortunes offshore. Est-ce que vous espérez vraiment que nous arriverons à faire toujours plus fort et toujours plus haut sur ce terrain ? Personnellement, cela ne me paraît pas responsable et je refuserai autant la réforme de l'imposition des entreprises que cette résolution, qui me paraissent des fossoyeurs de l'Etat.

M. Nkiko Nsengimana (Les Verts) : – J'aimerais poser une question à la conseillère municipale. Sait-on pour quelle raison notre Canton va à un rythme effréné et n'attend pas les délibérations du Parlement fédéral ? Lausanne, le Canton de Vaud et le Canton de Genève vivent plus ou moins les mêmes problèmes concernant les multinationales. Pourquoi n'y a-t-il pas eu une recherche pour le faire ensemble ? Qu'est-ce qui fait qu'on se précipite et qu'on n'attend pas les délibérations au Parlement fédéral ?

J'ai une autre question beaucoup plus personnelle : quand je vois le taux d'imposition des entreprises multinationales, je suis écœuré de voir que toutes les entreprises multinationales sont concernées, y compris celles qui ne respectent pas les droits humains, celles qui portent des atteintes graves à l'environnement, y compris celles dont on entend, assez régulièrement, que les conditions de travail sont inhumaines, les usines textiles dans d'autres pays, etc. Certaines entreprises multinationales qui sont en Suisse sont souvent accusées de pollution grave. Je me demande pourquoi le Canton, qui voulait aller de l'avant, n'a pas différencié les entreprises et privilégié, par exemple, celles qui sont beaucoup plus portées vers l'innovation et vers les énergies renouvelables.

M^{me} Séverine Evéquo (Les Verts) : – Je prends la parole pour annoncer la position de la majorité du groupe des Verts. Le débat a déjà été fait une fois dans ce Conseil, et on a soutenu une résolution. Les Verts soutiendront la résolution proposée par le PLR.

Effectivement, il faut assurer les finances publiques, et M. Romain Felli l'a bien dit. Mais, les mesures proposées par cette réforme d'imposition assurent également de l'emploi, c'est important de le rappeler. Il faut rappeler aussi qu'on a une pression de l'OCDE, qui nous impose des mesures. De plus, d'autres cantons n'ont pas un taux d'imposition aussi élevé que le Canton de Vaud. Il y a une négociation entre le Canton de Vaud et le Canton de Genève ; de nombreuses choses ont donc été faites.

Cela me désole également qu'il y ait moins d'argent pour assurer les prestations sociales et les prestations environnementales, c'est clair, mais on peut par contre noter que les entreprises sont sollicitées. C'est intéressant de voir que des compensations ont été négociées ; dans ce sens, on peut soutenir cette résolution. Quant à la péréquation intercommunale, ce sera aussi à venir, à bien négocier, et on fait confiance à la Municipalité. Les Verts soutiendront donc la résolution.

M. Jean-Luc Chollet (UDC) : – Il est évident qu'il y a de quoi y perdre son latin lorsque le PLR donne dans le social et le Parti socialiste dans la finance ; je comprends qu'une chatte n'y retrouve pas ses petits, à tel point que M. Buclin parle de cadeaux fiscaux faits aux grandes entreprises, alors que, précisément les grandes entreprises passeront à la caisse. Mais on n'est pas sûr de ne pas en perdre un certain nombre dans l'opération. De plus, comme on l'a dit, le tissu qui constitue le dynamisme de ce Canton, les PME, aura des allègements fiscaux. C'est la raison pour laquelle il nous semble tout de même que chacun peut trouver des avantages dans ce jeu de rôles inversés.

Maintenant, on pouvait très bien continuer notre petit train-train comme avant, soit des multinationales qui engrangent des maxi-bénéfices et qui paient très peu. Nous avons pensé que ce n'était pas précisément la doctrine politique et financière de la gauche. Mais qu'est-ce qui fait que nous changeons et que nous avons un tel bouleversement ? C'est la pression de l'OCDE. Alors, vous pourriez vous rapprocher de la doctrine de mon parti, l'UDC, qui lance une initiative contre la prééminence des juges étrangers chez nous. Nous voulons rester libres et indépendants sur nos montagnes. A ce moment-là, nous vous donnerons quelques bulletins à signer. Je n'oublie pas que c'est la pression de l'OCDE qui amène ce chambardement. Autant prévenir les événements en s'y préparant suffisamment tôt, plutôt que de les subir parce que nous avons été aveuglés par un certain esprit doctrinaire en matière politique et sociale.

M. Jean-Pascal Gendre (PLR) : – J'entends bien la gauche qui s'inquiète d'une diminution des prestations sociales liée à cette réforme fiscale. J'aurais envie de dire que le meilleur système social, c'est celui qui n'a pas besoin d'exister. Pour éviter des prestations sociales trop élevées, pour éviter de devoir soutenir des gens, il faut pouvoir fournir des emplois et bien les rémunérer. Il faut donc le maintien de l'emploi dans ce Canton, ce qui passe par des entreprises saines, qui restent.

On sait aujourd'hui mesurer l'impact de cette réforme en termes de diminution fiscale, mais qui sait me dire quel serait l'impact des nombreux départs de sociétés multinationales, ou même de PME qui ferment leur porte et dont les employés se

retrouveraient à la charge de l'Etat ou au social ? Il faut donc voter pour cette réforme fiscale. C'est le moyen de maintenir des emplois et de renforcer nos entreprises. Si celles-ci ont plus d'argent, soit elles renforceront leurs fonds propres, ce qui leur permettra d'assurer un développement, soit elles redistribueront cet argent à leurs actionnaires et là, la ponction fiscale se fera, certainement à un montant plus élevé. Je vous invite donc à soutenir la résolution.

M. David Payot (La Gauche) : – Le débat semble largement porter sur la question de l'emploi. La majorité des entreprises de ce canton ne paient pas d'impôt parce que, justement, elles ne font pas de bénéfice et, du coup, ce sont les entreprises qui en font largement qui auront le bénéfice de cette baisse du taux d'imposition. Et c'est justement dans la mesure où elles verseront des dividendes qu'elles pourront être bénéficiaires, tandis que, sur les salaires, on ajoute un certain nombre de cotisations supplémentaires, qui seront payées par toutes les entreprises de ce canton, bénéficiaires ou non.

M. Daniel Brélaz, syndic : – Le syndic assume aussi la responsabilité de l'économie ; c'est pourquoi je me permets d'intervenir dans ce débat. Tout d'abord, je comprends bien qu'on puisse avoir des opinions très différentes, et je le respecte, mais, sur les faits, il s'agirait surtout, si on se prépare à une éventuelle campagne référendaire, de ne pas dire des choses fausses si l'on ne veut pas obliger d'autres à les rectifier ensuite.

Tout d'abord, la Confédération n'a pas le choix dans cette affaire. Elle doit, d'une manière ou d'une autre, suivre l'OCDE. C'est clair qu'une très grande partie des bénéfices de la Confédération se réalisent sur l'impôt fédéral direct des entreprises ; l'autre partie de l'impôt sur les entreprises se réalise dans peu de cantons, et dans peu de villes – une dizaine de villes – et très fortement dans les cantons de Vaud et de Genève. Donc, si Vaud et Genève disent qu'ils n'en ont rien à faire que toutes ces entreprises partent, la Confédération risque de perdre, parce que c'est elle qui aura le plus de ce taux – elle aura 8 % sur les 13,8 %. Si ces entreprises partent, la Confédération risque de perdre 2 milliards, uniquement sur quelques cantons. Et elle va perdre de l'argent, parce qu'elle en mettrait un à disposition des cantons en général, y compris ceux qui y gagnent – le Canton de Lucerne touchera sa part sur l'impôt fédéral direct, bien qu'il n'aura aucune conséquence suite à la mise en application de la RIE III, parce qu'il est déjà plus bas que les autres, à 12,2 %. Si la Confédération met de l'argent, c'est une répartition qu'on peut discuter. Elle est peut-être un peu injuste, parce qu'elle favorise tous les cantons, selon le principe de l'arrosoir, mais, dans le fédéralisme, ce n'était pas possible d'obtenir autre chose. Mais c'est absurde de se plaindre du trou fédéral pour cette malheureuse Confédération, alors qu'elle perdrait deux fois plus d'argent si elle ne faisait rien ; j'aimerais bien ne plus l'entendre dans ce débat.

D'après ce que j'ai entendu, le Canton est supposé perdre 500 millions. Le Canton et les communes, avant intervention fédérale, perdent environ 400 millions. Là-dessus, le Canton en perd à peu près 280 millions, et non 500 millions – ce n'est pas exactement la même chose –, ceci avant une intervention fédérale. Or l'intervention fédérale dans le Canton de Vaud – Canton et communes – devrait être de 108 millions. Si je reprends les 400 millions de départ – cela fait 392 millions exactement –, on est déjà légèrement en dessous de 300 millions. Les prestations négociées par le Conseil d'Etat, payées par les entreprises – une partie est payée par l'Etat, mais il y en a aussi payées par les entreprises – ont une valeur d'environ 100 millions sur tout le processus. Bien sûr, si les mêmes prestations devaient être offertes à la population par les pouvoirs publics – Canton et communes –, il faudrait bien les financer par l'impôt. Donc, en tenant compte de ce qui profite à la population, le delta négatif pur est de l'ordre de 200 millions. Ce n'est pas négligeable, mais ce n'est pas tout à fait ce qu'on a entendu ici.

La Ville de Lausanne perd 35 millions par les effets du système actuel, y compris l'actuelle péréquation, et avant intervention fédérale. Au départ, c'était 60 millions, avant tous les effets dérivés. Ce n'est pas injuste ; on a 40 % de l'impôt sur les entreprises environ, et

disons qu'on prendrait un tiers de la manne fédérale – 33 millions –, on se retrouve un peu en dessous de 25 millions. Il s'agit de considérer que ce résultat n'est pas tout à fait acceptable, parce qu'on assure 40 % de cet impôt et, en gros, un peu plus de 30 % de l'ensemble des emplois du canton. On est donc un très gros pôle économique. Avec la péréquation, on devrait pouvoir descendre ce chiffre un peu ; de combien, je n'en sais rien. Mais le risque maximal, si la Confédération ne jette pas son milliard au passage, est de 25 millions, à abaisser dans les discussions sur la péréquation, comme c'est souhaité ici.

En ce qui concerne l'emploi, bien sûr, quand il y a cinquante licenciements, on a une manifestation. Cela n'empêche pas quelqu'un dont je respecte les opinions, M. Dolivo, de dire dans le journal l'autre jour – j'espère que c'est juste, mais je n'ai pas de raison d'en douter, car il ne l'a pas démenti quand je l'ai dit au Grand Conseil –, que ces emplois de multinationales ne sont pas très importants parce que ce sont seulement 3,2 % des emplois du canton, donc un peu moins de 10 000 emplois. Certains prétendent que ce sont 20 000 emplois, mais avec les emplois dérivés, ce sont sûrement au moins 15 000 emplois. Dans cette optique, pour un canton qui a beaucoup misé là-dessus, cela a évidemment un effet choc.

Maintenant, est-ce qu'on pourrait baisser moins ce taux d'imposition ? David Hiler, conseiller d'Etat Vert du Canton de Genève, a lancé le processus avant le Canton de Vaud. Si les Genevois freinent maintenant, c'est essentiellement pour des raisons budgétaires ; ils ont un budget déficitaire avant de commencer, ce qui n'est pas tout à fait le cas du Canton de Vaud, même s'il pleure systématiquement. A Genève, si on négociait 16 % ou 17 %, les multinationales partiraient, et alors cela ne servirait à rien d'abaisser l'impôt de tous les autres. Donc, il y a deux solutions : garder le statu quo ou baisser à des taux d'imposition qui ne font pas partir les gens. Les deux solutions sont parfaitement honorables, mais il n'y en a pas de troisième.

Par rapport à la question de M. Nsengimana concernant une accélération cantonale, c'est un pari du Conseil d'Etat. Il en a les moyens, parce que le Canton avait quelques bénéfices résiduels et les 600 millions des derniers comptes. Même si cela va mal et qu'il perd 270 millions ou 280 millions, il peut encore espérer que, sur les 300 millions restants, il arrive à peu près à équilibrer les choses. Et puis, également parce que, pour les entreprises vaudoises, la situation est très claire. Pour les multinationales et pour les autres ; pour les autres, si cela passe, on sait où l'on va, y compris la malheureuse diminution de 17 % ou 18 % non compensée aux communes ; et puis, pour les multinationales, on sait aussi où l'on va : soit tout se casse la figure au niveau fédéral et on garde le taux actuel, soit cela passe au niveau fédéral et on sait que c'est 13,78 %. Donc, par rapport à un canton qui cherche des investissements, il a sécurisé la politique d'investissements de ces entreprises. C'est bien ou c'est mal, mais le Canton a pensé que c'était bien de sécuriser la situation très floue de la Suisse dans le canton de Vaud. C'est le seul qui a pleinement sécurisé la situation, à part ceux qui avaient leur taux déjà très bas, comme Lucerne, qui est sécurisé d'une autre manière. Le Conseil d'Etat a pensé qu'il allait favoriser les investissements pour le futur des entreprises, qui savent maintenant à quoi s'attendre. Voilà pourquoi il a fait ce choix. Est-ce bien ou est-ce mal ? C'est une définition propre à chacun, donc je n'insisterai pas là-dessus. Mais, factuellement, par respect de la population, si un débat démocratique doit avoir lieu à ce sujet, on voudrait bien que les chiffres soient les mêmes pour tout le monde. Voilà pourquoi je vous ai donné les chiffres qui correspondent à la réalité, tels qu'on les connaît bien à l'Union des Villes suisses et au Canton.

La discussion est close.

Le scrutin est ouvert, puis clos.

La résolution Pierre-Antoine Hildbrand est adoptée par 44 voix contre 25 et 10 abstentions.

Le Conseil communal de Lausanne

- ouï l’interpellation urgente de M. Pierre-Antoine Hildbrand et consorts : « RIE III : Lausanne compte-t-elle comme le Canton et assume-t-elle sa part de l’effort ? » ;
- ouï la réponse municipale ;
- considérant que cet objet a été porté à l’ordre du jour,

prend acte

de la réponse de la Municipalité à ladite interpellation

et adopte

la résolution de l’interpellateur, disant :

« Le Conseil communal souhaite que la Municipalité soutienne la mise en œuvre vaudoise de la Réforme de l’imposition des entreprises (RIE III) ainsi que le principe d’une participation supplémentaire de l’Etat aux coûts de l’accueil de jour des enfants et une compensation pour les communes les plus touchées par les pertes fiscales de l’anticipation en 2017-2018 ».

La séance est levée à 20 h 10.
